LA FORGE

Organe Central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel N° 617 - Mai 2020 - 2 €

Prochaine parution le mardi 2 juin 2020

Pas de confinement pour les exigences ouvrières et populaires !

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Comprendre la crise qui vient pour refuser de la payer

Ce numéro de La Forge est le deuxième à être publié « durant le confinement ». Il aura une double diffusion : via internet et sous forme papier, sous un format facile à imprimer.

Mais c'est aussi son contenu qui est particulier. En effet, nous avons voulu engager un travail d'analyse portant sur la crise économique qui est en train de se développer, en même temps et en prolongement de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus.

Cette analyse s'appuie sur le travail réalisé par notre dernier congrès, qui date de janvier (annoncé dans La Forge 614, de février), qui a fait le point sur les contradictions du système capitaliste impérialiste, que cette crise exacerbe encore davantage et plus rapidement. Nous insistons sur son importance et nous invitons nos lecteurs qui ne l'auraient pas encore fait, à le commander ; la dernière page de notre journal donne la marche à suivre.

L'offensive politique et idéologique sur le thème de l'unité nationale, qui se prolonge par les dispositions de « l'état d'urgence sanitaire », vise à étouffer l'expression des exigences ouvrières et populaires. Cela, au moment où le gouvernement permet au patronat de s'affranchir des limites mises à l'exploitation de la force de travail, que ce soit au niveau de l'allongement du temps de travail, de la flexibilité, ou de la baisse des salaires et des facilités de licenciement. Il est clair que le « chômage partiel » largement développé est en fait l'antichambre du chômage total pour des centaines de milliers de travailleurs.

Ce sont des mesures présentées comme « exceptionnelles », justifiées par la pandémie, qui sont en fait les réponses du système capitaliste impérialiste, basé sur l'exploitation, la concurrence exacerbée entre des monopoles qui concentrent toujours plus de capitaux et de richesses. Ces mesures : le chômage de masse, la paupérisation des masses populaires, le pillage des richesses des pays dominés qui continue, même en période de ralentissement économique.

Ce système fait toujours payer ses crises aux travailleurs et aux peuples. Mais il cherche aussi à s'adapter et à adapter le processus de production aux nouvelles conditions. Le développement et la pérennité du télétravail, le télé-enseignement, la télésanté... en sont les manifestations les plus immédiates. Si ces nouvelles conditions de travail ne modifient en rien les rapports sociaux du travail – le rapport capitaliste d'exploitation – elles ont des conséquences sur la façon dont elles sont perçues et sur les conditions mêmes de la lutte.

On assiste aussi à un développement rapide d'instruments de surveillance et de contrôle de masse, et cela, dans pratiquement tous les pays. Là encore, ce sont les moyens alliant l'informatique et les techniques de télécommunications mondiales qui sont développés et mis en place. Les personnes sont de plus en plus soumises à une double surveillance : celle des géants du Net qui analysent les comportements et les transforment en algorithmes destinés à influer nos choix et celle de l'Etat, qui banalise le recours aux moyens utilisés jusqu'à présent dans le renseignement militaire et policier.

Enfin, et ce n'est pas l'aspect le moins important, les tensions internationales entre les grandes puissances se développent, avec des menaces à peine voilées de « punir » les responsables – en premier lieu la Chine et ses « alliés », présentés comme une « cinquième colonne », dans un mélange d'anticommunisme et de vision complotiste. La Chine est totalement impliquée dans « la chaîne de valeur » impérialiste, ce qui ôte toute crédibilité au qualificatif de « socialiste », mais cela ne justifie en rien l'actuelle campagne réactionnaire anti-chinoise, à laquelle participent les dirigeants de l'impérialisme français.

Nous abordons aussi les questions du « jour d'après ». De nombreuses thèses portent sur les leçons à tirer de la crise et sur les propositions d'avenir. Il y a celles de théoriciens bourgeois, qui proposent de « tirer parti » de cette crise pour mieux relancer le système capitaliste, en corrigeant certains de ses « excès ». Il y a celles qui appuient une très grande partie des exigences populaires, mais qui envisagent leur mise en œuvre sans rupture avec le système capitaliste impérialiste. Pour nous, cette rupture est indispensable, vitale, et elle doit ouvrir la voie à un système débarrassé de l'exploitation. Il a déjà existé, il a démontré sa capacité à développer toute l'énergie des masses ouvrières et populaires, à établir des relations de coopération avec les peuples : c'est le socialisme.

Si ce journal ne traite pas des résistances à cette politique, comme l'a fait notamment le précédent numéro, c'est dans nos communiqués sur notre site, sur notre Facebook, dans nos tracts et affichettes, notamment celles diffusées le Premier Mai, que nous rendons compte de ces résistances que nous appelons à développer. Nous invitons nos lecteurs à les retrouver sur notre site, en « complément » de ce journal.

*Comme le dit un de nos mots d'ordre : « **pas de confinement pour les exigences ouvrières et populaires** ».*

Tarifs d'abonnement pour la France :

Pli ouvert ou version électronique .....26 €
Pli fermé (écopli) .....30 €
Formule abonnement avec soutien
Pli fermé - Tarif minimum .....35 €

Chéque à l'ordre de : Société En Avant
Société En Avant, 15 cité Popincourt 75011 Paris

Pour l'étranger, veuillez nous consulter

La pandémie a « emprunté » les routes de la « mondialisation »

Pourquoi la pandémie a-t-elle provoqué l'arrêt d'une partie de la production dans un très grand nombre de pays, mettant des centaines de millions de travailleurs au chômage total ou partiel ? L'observatoire du Bureau international du travail (OIT) note en avril que « *1,25 milliard de travailleurs représentant près de 38 % de la main-d'œuvre mondiale sont employés dans des secteurs qui doivent faire face actuellement à une baisse sévère de la production* ». Les prévisions des organismes économiques bourgeois, comme le FMI, tablent sur un recul mondial de 3 % du PIB ; une baisse de 11 % du volume des échanges mondiaux de biens et de services. Si tous les secteurs ne se sont pas arrêtés, des pans entiers sont pratiquement à l'arrêt, comme le transport, le tourisme, les activités sportives et culturelles rassemblant les foules…

Tous les pays impérialistes et capitalistes ne sont pas touchés de la même façon. La loi du développement inégal, inhérente au système capitaliste, non seulement se vérifie, mais elle aggrave les différences entre ces mêmes Etats. La division internationale du travail, que les politiques néolibérales ont poussé à un niveau très élevé, a abouti à la situation qui fut longtemps présentée par les partisans du néolibéralisme comme du « gagnant-gagnant », en faisant de la Chine « l'atelier du monde », à cause notamment de sa main-d'œuvre abondante, formée et payée en dessous des salaires des ouvriers, techniciens, ingénieurs, des pays capitalistes impérialistes. La crise sanitaire a également mis en lumière que l'Inde fournit un très grand nombre de médicaments, dont les principes actifs viennent de Chine, et que le marché chinois est essentiel pour les monopoles du luxe.

Nous ne nous joignons en aucun cas au concert réactionnaire et dangereux des Trump, Macron et Cie, qui font de la Chine le responsable de cette pandémie et qui se sont lancés dans une surenchère sur le thème « *la Chine doit payer* », de sinistre mémoire. Sans faire d'analogie historique, cela rappelle quand même le « *l'Allemagne paiera* » des puissances impérialistes victorieuses à la sortie de la Première Guerre impérialiste mondiale.

Les routes de la diffusion géographique de la pandémie ne sont pas établies, mais il est évident que la diffusion est liée au développement exponentiel des relations internationales, notamment, mais pas uniquement, avec la Chine ; elle s'est développée dans un système économique capitaliste mondial global qui était déjà traversé par des tensions et des contradictions très fortes.

La crise sanitaire a approfondi la crise économique qui « pointait » déjà avant même la pandémie. Elle n'a rien de « virtuel » et les millions de chômeurs, les baisses déjà considérables de salaires et de revenus et toutes les attaques contre les travailleurs, montrent clairement à qui l'oligarchie veut la faire payer.

Le traitement sanitaire de la pandémie

La première et principale mesure sanitaire qui a été prise pratiquement partout (1), a été le confinement de la population, confinement plus ou moins strict. Ce confinement a été justifié par la nécessité d'éviter la propagation du virus, étant donné qu'il n'y a pas de vaccin et que la recherche de traitements efficaces est laissée aux mains des labos, principalement privés, qui se livrent une concurrence pour « être le premier » à mettre le traitement sur le marché. Un gâchis de moyens, typique en système capitaliste, où le moteur est d'abord et avant tout le profit.

Les gouvernements bourgeois ont « confiné » avec leurs méthodes et leurs critères, dans le contexte général de destruction des systèmes de santé – ou l'absence d'un tel système – du fait des politiques néolibérales menées dans ce domaine aussi. En France, cela s'est fait à coups de mensonges et de revirements du gouvernement, appuyé par certains responsables de santé, sur les masques, les tests, les garanties en matière de protection… Les comptes ne sont évidemment pas soldés et les images des personnels soignants manifestant pour des moyens, gazés et matraqués, avant l'épidémie ne sont pas oubliées.

Dans ce contexte de pandémie, il est clair que la protection sanitaire des masses populaires est une nécessité. Cela était encore plus nécessaire pour tous les travailleurs et les travailleuses qui ont continué à travailler : toutes les catégories de travailleurs de la santé, bien sûr, mais aussi les caissières, les éboueurs, les salariés du transport, du nettoyage… Cette situation a eu le mérite de « faire sortir de l'ombre » toutes ces catégories de travailleurs et travailleuses, dont l'activité et le travail ne sont pas suffisamment reconnus, valorisés, notamment sur le plan salarial. C'est en direction de ces travailleurs qu'on a vu se développer des formes de solidarité concrète, de la part de secteurs de la population, des éléments d'une prise de conscience de l'importance des « derniers de cordée », prise de conscience qu'il faut évidemment faire progresser vers une conscience politique.

Pas de confinement de la lutte de classe

Dans de très nombreuses entreprises, il a fallu que des travailleurs, des militants syndicaux… se fassent entendre, malgré les restrictions mises aux déplacements, aux moyens d'expression collectifs, à l'énorme pression idéologique. Il a aussi fallu que des militants se mobilisent, mobilisent autour d'eux, pour que les entreprises qui continuaient à tourner, alors que leur activité n'avait rien d'essentiel – au sens de l'utilité sociale – arrêtent totalement ou partiellement leur activité.

De la même façon que la question de l'éducation est revenue en force, avec la

(1) Les autorités politiques et sanitaires de Suède ont adopté une autre stratégie, basée sur « l'immunité généralisée » de la population, avec l'objectif d'atteindre 60% de personnes ayant contracté le virus et ayant fabriqué des anticorps. Cette stratégie exclue le confinement. Cette stratégie, qui ne signifie pas qu'il y a moins de décès, est justifiée par les autorités par le refus de réduire l'activité économique du pays.

Suite page 4

Suite de la page 3

mobilisation des enseignants qui se sont battus des mois durant pour défendre l'enseignement public, et qui, avec leurs collègues, se sont mobilisés pour aider les élèves, notamment ceux des milieux populaires.

Il a aussi fallu que les associations d'aide aux familles en difficulté, aux exclus, aux prisonniers, aux sans-papiers… se mobilisent concrètement et interpellent les autorités.

Quand le pouvoir a mis en place « *l'état d'urgence sanitaire* », nous n'avons pas été les seuls à dénoncer les possibilités accrues données au patronat, de revenir sur les droits des travailleurs, de faire sauter des limites à la surexploitation… et le renforcement de l'Etat policier. Les porte-parole de l'oligarchie se sont lancés dans une grande offensive sur le thème de la « nécessité » de la reprise de l'activité économique, en tirant parti de toutes les possibilités ouvertes par les ordonnances : allongement et flexibilisation des horaires de travail, contrôle accru sur les salariés (dans les usines, mais aussi via la généralisation du télétravail), diminution des salaires, remise en cause des congés… Autrement dit, nous entrons dans une phase de luttes où il s'agit déjà de mettre un frein à ces reculs.

Ces derniers mois de « confinement », on a vu se développer dans la classe ouvrière et les masses à la fois des résistances et des initiatives consistant à prendre en mains des questions vitales, à questionner le poids des monopoles dans des domaines tels que la santé, les priorités de la société… sans parler de l'approfondissement de la contestation des politiques néolibérales et de ceux qui en font la promotion et la mettent en œuvre. Bien évidemment, ces questions sont traversées de toutes sortes de thèses, d'illusions, de fausses solutions, qu'on retrouve en quantité notamment sur les réseaux sociaux, mais cela ouvre des possibilités de politiser ces réflexions, dans un sens progressiste, de rupture avec le système capitaliste. Pour nous, cette situation pose plus que jamais la nécessité de la rupture révolutionnaire.

Nous avons demandé à notre ami, le docteur A. Behar (1), de donner son point de vue sur la pandémie et la façon de la combattre. Ce dernier insiste beaucoup sur la question de la prévention qui, à ses yeux, est essentielle. C'est un travail de terrain, pour expliquer, convaincre. Comme les épidémies précédentes l'ont montré, ce travail est souvent pris en charge par les associations car c'est un travail, vu la nature du pouvoir, que celui-ci est incapable de mener.

La pandémie au Covid… la faute à qui donc ?

La réponse est simple, ce virus se transmet d'homme à homme par voie aérienne, en général dans des gouttelettes expectorées. Il n'y a ni traitement (pour les formes graves) ni vaccin (ce qui serait une première dans cette famille virale). Seule, la prévention est efficace, mais elle a des ambitions modestes : freiner, seulement freiner, l'expansion du virus en attendant une réponse thérapeutique.

D'où la solution provisoire du confinement (dangereux s'il est prolongé), la distanciation physique, le lavage des mains et… les masques.

À ce stade, un souvenir me remonte : pendant une épidémie de Trachome, maladie virale transmise par les mouches et qui infectent les yeux des bébés et les rendaient aveugles, je fus invité par les notables de Kabylie pour en parler… savamment. Après avoir expliqué la chaîne de contamination (selles humaines infectées > mouches > yeux des enfants), j'ai exhibé une pelle et un bidon de Grésyl (2) et proposé de creuser des feuillets (3). J'ai failli être lynché !

La prévention, maître mot en santé publique, n'a rien à voir avec les soins. Elle s'adresse surtout aux biens portants et leur demande de faire des choses d'abord pour protéger les autres, et par ricochet, eux-mêmes. Il n'y a là rien de savant et les gestes sont d'une banalité effrayante : se laver les mains ? « Ils » veulent nous apprendre l'hygiène, de quel droit ? Déjà Semmelweis, l'inventeur de l'asepsie, avait proposé la même chose pour endiguer l'épidémie puerpérale. Il a été banni de l'université et est mort dans la misère. La distanciation physique ? Pour quoi faire si on s'estime bien portant et sans risques à 20 ans ? Alors on préfère uniquement les gestes techniques qui exorcisent ces règles.

Le savon suffit, c'est un excellent antiviral, mais les solutions alcoolisées c'est autrement plus chic, on en veut partout, au-delà des zones utiles.

La distanciation physique, c'est très éprouvant, mais les masques, c'est plus tentant et en plus, il n'y en a pas ! Cette méthode peut être efficace si, et seulement si, les masques sont bien portés. Ce n'est pas évident, les hospitaliers le savent bien, ils ne sont pas étanches, mais sont efficaces avec, et seulement avec, la distanciation physique.

Et les tests ? On en veut, bien sûr, comme un passeport immunisant, alors qu'ils ne sont utiles que pour faire la géographie de l'épidémie, mais ils ne sont pas prédictifs.

Alors, à qui la faute ? Quel bouc émissaire ? Le gouvernement ? Le voisin qui sort son chien ? Le péril jaune ? La santé publique n'a qu'une seule réponse : c'est nous, seulement nous, qui sommes responsables du devenir de l'épidémie, car les humbles moyens proposés ne marchent qui si on le veut bien. Face au Sida, les savants ne pouvaient proposer que… le préservatif, et si l'épidémie fut relativement freinée, c'est grâce à des mouvements comme ACT-UP, issus de la population.

Un dernier mot. Face au péril nucléaire, nous à l'AMFPGN, nous n'avons à proposer comme moyen que… la prévention. Pour ce faire, nous avons un modèle d'extension de cette pandémie ; la pyramide de la violence, et une prescription : agir d'abord sur sa base, c'est-à-dire sur la violence sociale. La pandémie actuelle nous enseigne combien cette violence sociale (violence d'Etat comprise) est un obstacle majeur à toute avancée contre le virus. Face aux stocks d'armes atomiques, aux grandes puissances, cela est bien dérisoire, mais il n'y a pas d'autres moyens pour ralentir la pandémie atomique. C'est bien modeste comme réponse, mais très humblement notre conviction reste que la prévention est la seule arme possible dans les mains des peuples.

(1) Dr. Abraham BEHAR MCU PH HON - Président de l'AMFPGN (Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire) et ex-coprésident de l'IPPNW, Prix Nobel de la Paix (1985/2017)

(2) Désinfectant

(3) Fosse d'aisance.

Une pandémie qui a bloqué toute l'économie mondiale

Assise sur l'idée que la planète tout entière ne formerait qu'un seul et vaste marché libre de toute entrave à la concurrence, la « mondialisation » qui s'est accélérée dans les dernières décennies du XXe siècle a dopé les échanges mondiaux. Dans les pays impérialistes les plus développés, les monopoles ont multiplié les délocalisations avec un double objectif : la recherche des coûts de main-d'œuvre les plus bas et de conditions générales les plus favorables au profit, mais également favoriser la pénétration de nouveaux marchés potentiels.

Les effets domino de l'interdépendance

Les pays du Sud-Est asiatique sont devenus « les usines du monde ». Aux Etats-Unis et en Europe, les usines textiles, de la chaussure... ont fermé et les productions ont été délocalisées en Chine, en Inde au Pakistan, au Bengladesh... Des milliers d'emplois y ont été créés pour produire massivement des produits de grande consommation fabriqués dans des conditions d'exploitation effroyables (bas salaires, temps de travail démentiel et parfois travail des enfants) et vendus à des prix très bas. Les pays capitalistes développés se sont recentrés, de leur côté, sur l'assemblage, le conditionnement, la pose des étiquettes... et la production de produits hauts de gamme alimentant un tourisme de type nouveau : celui des nouveaux riches des pays émergents venant faire le tour des boutiques de luxe dans les capitales occidentales. Cette division planétaire du travail poussée à l'extrême s'est étendu à tous les secteurs : textile et habillement, mais aussi production de matériel électronique, automobile, machines et équipements, meubles... et médicaments ! La province de Hubei est un centre névralgique mondial, notamment pour les industries automobiles, de semi-conducteurs, des fibres optiques... Dans le secteur automobile, l'arrêt de la production dans cette zone a eu un impact majeur sur les lignes de production des constructeurs du monde entier (Hyundai, Volkswagen, Toyota, General Motors, Honda, Nissan, Fiat-Chrysler...). Les constructeurs français ont été particulièrement touchés par la mise en quarantaine des ouvriers chinois des équipementiers Faurecia et Valéo. Les usines françaises de Renault ont également été menacées de paralysie, faute d'approvisionnement en pièces électroniques essentielles fabriquées par l'équipementier MTA à Codogno en Lombardie, épicentre européen de la pandémie partie de Wuhan. Les effets de la pandémie sur l'activité économique des métropoles impérialistes, avec l'impact en cascade de l'arrêt de la production dans ces deux clusters, ont été amplifiés par une organisation de la production en flux tendus (1).

Dans la série des effets en cascades, figure également la question de l'énergie et des matières premières, conséquence de la chute de la production en Chine. L'effondrement du prix du pétrole et de certaines matières premières s'est immédiatement répercuté sur l'économies des principaux pays producteurs, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, en Russie, en Amérique latine...

La récession qui s'abat sur l'ensemble des économies du monde est également amplifiée par le fait que les pays fournisseurs, dont dépendent les économies des pays impérialistes, sont en même temps des clients. En installant à Tianjin son usine d'assemblage de l'A320 (2), Airbus ne mise pas seulement sur les coûts de production, sans doute moins élevés qu'à Toulouse ou Hambourg ; c'est une des conditions et des contreparties à la gigantesque commande de près de 32 milliards d'euros (290 A 320 et 10 A 350) que Macron est allé négocier en personne avec Xi Jinping en mars 2019. Il en va de même pour Safran qui a été l'une des premières entreprises françaises à entrer sur le marché chinois après l'établissement des relations diplomatiques sino-françaises en 1964 et qui est devenu un acteur important du secteur de l'aviation civile chinoise (3). Cela rend très problématiques les velléités protectionnistes des monopoles et des Etats et leur aspiration à renforcer leur autonomie en approvisionnement de certaines marchandises jugées stratégiques.

La France particulièrement impactée par la crise à Wuhan

Le groupe PSA, qui compte cinq sites de construction en Chine, en partenariat avec les groupes chinois Dongfeng et Changan, y est implanté depuis 1992. Renault, qui a également tissé un partenariat avec Donfeng, l'y a rejoint en 2016. Valeo y est également présent. C'est le cas d'une centaine d'autres entreprises, parmi lesquelles Schneider Electric (qui coopère en Chine avec des fabricants d'appareillage électrique), d'Alstom (qui participe au développement du métro en Chine, mais qui est aujourd'hui directement menacé par les ambitions européennes de CRRC, géant chinois de la construction ferroviaire), d'Eurocopter (aujourd'hui Airbus Helicopters), de Keolis (spécialistes des transports urbains -trains, métros, bus et parking- qui a su s'appuyer sur le jumelage entre la métropole de Wuhan de 11 millions d'habitants et la ville de Bordeaux, dont il exploite le réseau de transport public)... Sa situation géographique, qui fait du Wuhan une plateforme logistique en Chine, en fait

Suite page 6

(1) Le « zéro stock », rendu possible par le développement des moyens de transport, l'économie numérique et la libéralisation des échanges, vise à réduire toujours plus le temps de rotation du capital et de réalisation de la plus-value extorquée aux producteurs.

(2) Cette usine, dont la production a été affectée par l'épidémie, devrait également effectuer les aménagements intérieurs et devenir, en 2021, un centre de livraison aux clients du gros-porteur A350 selon BFM Business

(3) Safran emploie en Chine plus de 2 500 salariés répartis dans 20 entités. Ce groupe industriel, qui intervient dans les domaines de l'aéronautique, de l'espace et de la défense, participe aux principaux programmes aéronautiques chinois.

Suite de la page 5

également le point de départ des « nouvelles routes de la soie », avec notamment la ligne ferroviaire de fret de 11 300 km qui relie la Chine à Lyon.

Le poids croissant de la Chine dans l'économie mondiale

La carte de propagation du virus se superpose avec celle des échanges commerciaux entre la Chine et ses partenaires et rivaux. Dans le rapport sur la situation internationale présenté au 9e congrès de notre parti, nous écrivons à propos des infrastructures qu'elle met en place pour écouler ses marchandises : « *L'objectif de ces "routes" est de garantir l'acheminement terrestre vers l'Europe, pour contourner un éventuel blocus par la marine US de la Chine. En même temps, la Chine développe une flotte maritime, civile mais aussi militaire, et achète plusieurs ports, dont celui du Pirée, en Grèce, porte d'entrée de l'UE.* [...] *Depuis que les dirigeants chinois ont annoncé ce vaste plan, les réactions des autres puissances impérialistes vont de l'hostilité ouverte à un intérêt manifeste pour y participer.* » Nous invitons nos lecteurs à se reporter au passage consacré à la Chine dans ce rapport que nous avons publié sous le titre « ***Pour un rupture révolutionnaire avec le système*** ». Nous y analysons la montée en puissance de ce pays, ses points forts, ses faiblesses et les tensions que cela provoque : « *La Chine est une grande puissance impérialiste. Elle en a tous les attributs : des monopoles géants, dans tous les domaines économiques, qui peuvent rivaliser avec leurs concurrents et qui s'appuient sur un Etat qui les soutient ; une industrie lourde qui produit de l'acier en grande quantité (38 % de la production mondiale), du ciment (50 % de la production mondiale) ; une industrie automobile en développement rapide, avec d'importants investissements sur les segments comme les voitures électriques et hybrides ; une industrie de produits de grande consommation, qui inondent le marché mondial ; des masses de capitaux, tirés des excédents commerciaux, que la Chine investit dans de grands projets de développement des infrastructures, en Chine et au niveau international.* »

Le renforcement de cette « *puissance impérialiste montante, qui n'a rien de socialiste, mais qui s'en réclame frauduleusement* » a aiguisé les contradictions avec l'impérialisme américain dont elle menace l'hégémonie.

La pandémie est un révélateur des fragilités d'une économie mondiale inéluctablement de plus en plus interdépendante et ses fragilités décuplées par la « globalisation » libérale de ces dernières décennies. Elle a également mis en évidence le poids croissant de l'impérialisme chinois dans l'économie mondiale ainsi que l'aiguisement des contradictions inter-impérialistes. Tous les pays en sortent affaiblis. La « reprise » creusera encore les inégalités et accroîtra les tensions.

Des prêts garantis par l'Etat pour garantir les profits

Air France

Les chiffres impressionnent : 7 milliards d'euros en soutien à Air France pour, officiellement, faire face à la crise du coronavirus.

Quand le journal *Les Echos*, le 28 avril, demande au patron d'Air France-KLM, B. Smith si « l*e gouvernement a exigé des garanties sur le maintien de l'emploi* », celui-ci répond sans sourciller : « *le gouvernement n'a pas de demande spécifique, mais il a clairement souligné que cet effort financier est fait avant tout pour soutenir les salariés d'Air France* » (?!). On croit rêver.

Depuis des années, la direction d'Air France s'essaye à la restructuration du groupe pour regagner des parts de marché dans ce secteur hautement concurrentiel qu'est l'aviation civile.

Bien avant le coronavirus, le nouveau patron B. Smith, arrivé à la tête de la compagnie après la démission, il y a quatre ans, d'Alexandre de Juniac (il venait de perdre son référendum concernant sa politique salariale), s'était fait fort de dire qu'il allait doubler les profits de la compagnie.

En novembre 2019, il avait présenté les grands axes de son plan dit « projet de transformation », qu'il a précisé en février de cette année et qui se solde notamment par la suppression de plus de 1 500 postes, pour ramener l'effectif à 39 720 salariés.

Ces suppressions de postes, basées sur le volontariat, qui vont donc aussi permettre d'embaucher du personnel avec un niveau d'ancienneté égal à zéro, vont concerner quasi exclusivement le personnel au sol, en particulier « les fonctions support » telles que les ressources humaines, la logistique, le service finances...

Certains syndicalistes ont réagi à ces annonces en disant « *qu'avec moins 10 % d'emplois d'ici deux ans* », « *la gestion des effectifs va à l'inverse des ambitions de l'entreprise : augmentation du trafic, plus d'avions, plus de passagers à transporter mais de moins en moins de personnes au sol pour effectuer le travail* » ?!

Mais pour une entreprise monopolistique comme Air France (comme pour d'autres), regagner des parts de marché c'est d'abord arriver à baisser les coûts de production, tout en assurant un même volume de production voire l'augmenter, mais avec une masse salariale moindre afin d'optimiser les profits et donc d'être mieux à même de faire face à la concurrence dans la guerre des prix.

Depuis des années, le secteur aérien souffre non seulement des aléas du coût des carburants, mais aussi de la concurrence effrénée que se livrent directement les différentes compagnies, y compris via leurs filiales low-cost, sans compter avec les EasyJet et autres Ryanair... ce qui se traduit, au bout du compte, par une offre toujours plus importante de sièges passager, mais avec une rentabilité toujours moindre.

Outre cette suppression d'un certain nombre de postes pour diminuer ses coûts de production, Air France, et ce bien avant le coronavirus, avait décidé d'abandonner l'A380 (le plus gros avion de transport civil au monde) et de passer commande de 60 Airbus A220-300, plus petits, d'une capacité de 149 passagers contre en moyenne 470 sièges pour l'A380. Ça tombait bien, Airbus venait de décider d'arrêter sa production de l'A380 ! C'est aussi le PDG d'Airbus qui explique que, depuis deux ans, le secteur souffre d'un phénomène de surcapacité, lié notamment au ralentissement des commandes des compagnies du Golfe et d'Asie. Sans oublier

la faillite de plus d'une vingtaine de compagnies au cours de l'année 2019 dont les avions (400) sont retournés sur le marché.
Ce « plan de transformation » devait être financé annuellement par une hausse du bénéfice net estimé à 4 milliards à compter de 2020. Mais avec la quasi-paralysie de la compagnie lié au coronavirus, le financement n'est plus au rendez-vous.
Les 7 milliards de B. Lemaire tombent donc à point nommé pour conforter le plan de restructuration de B. Smith, mais aussi, par contre-coup, consolider les profits à venir du constructeur Airbus et ceux des sous-traitants et lui permettre ainsi d'espérer rester compétitif dans la guerre entre les géants du transport aérien.

Renault

Dans l'automobile, en tout cas pour ce qui concerne Renault, nous sommes à quelque chose près dans le même schéma. Le gouvernement, via un consortium de banques, vient d'allouer au groupe un prêt de 5 milliards d'euros qui, comme pour Air France, est garanti par l'Etat ; ce qui veut dire aussi que les banques vont pouvoir prélever des intérêts sur une part (10 %) de la somme.
Vu la crise mondiale qui, depuis l'année dernière, sévit au niveau de la construction automobile : contraction sérieuse du marché chinois – qui produit par ailleurs 40 % de la production mondiale de voitures –, incertitude concernant les normes européennes en matières de rejet de CO_2, réorientation des investissements dans le secteur de la recherche et développement autour de la voiture électrique... mais plus globalement contraction de la capacité de consommation des masses ; si nous rajoutons à cela les difficultés propres de Renault liées à l'affaire Karl Ghosn... logique d'un point de vue capitaliste que le constructeur ait décidé, en début d'année 2020, de lancer un plan de restructuration en vue de réduire ses coûts fixes de 20 % sur trois ans, ce qui représente une économie de 2 milliards d'euros. Et pour ce faire, comme l'a dit la Directrice générale intérimaire, Mme Clotilde Delbos, « *nous n'avons aucun tabou et nous n'excluons rien* ». Ce qui revient à dire que Renault n'exclut pas la fermeture pure et simple d'unités de production et les licenciements qui vont avec.
Mais, comme avec le confinement lié au coronavirus, acheter une voiture neuve ou un nouveau smartphone n'est pas vraiment une priorité... la pandémie a rayé d'un trait de plume tous ces plans permettant de relancer la profitabilité du groupe sur la base des 600 000 / 700 000 voitures vendues chaque année par la marque au losange.
Par contre, coronavirus ou pas, face à la concurrence, les plans de restructurations qui garantissent les profits à venir ne peuvent pas attendre pour les actionnaires. Les prêts garantis par l'Etat servent à ça.

La crise pétrolière menace aussi

Le 20 avril, il était possible pour un acheteur de barils de pétrole d'en trouver à zéro $! Il provenait d'une compagnie pétrolière étasunienne (dans le Wyoming) en difficultés. Mais ce phénomène ne s'explique pas par la défaillance d'un producteur. Cette situation est partie pour durer.
La baisse de la demande chinoise en pétrole a eu un effet important : premier importateur mondial (13 %), elle achète du pétrole sur le marché mondial, mais elle se fournit aussi au Venezuela et en Iran, victimes de l'embargo étasunien, en Irak... et du pétrole mais surtout du gaz en Russie.

Les tensions entre grands producteurs de pétrole

Début mars, une importante réunion des 13 membres de l'OPEP, ainsi que leurs 10 « alliés » dont la Russie, s'est soldée par un échec de la demande de l'Arabie saoudite de réduire la production, pour enrayer une baisse du cours du pétrole, que les conséquences de la pandémie avait encore précipitée.
La Russie, moins dépendante du pétrole que l'Arabie saoudite, a refusé de baisser sa production. Le monopole russe Rosneft a fait valoir qu'il perdait beaucoup d'argent et que cette politique de réduction de sa production profitait en premier lieu aux Etats-Unis, qui continuaient à gagner des parts de marché pour son pétrole de schiste (pétrole non conventionnel) plus cher à produire. Ce pétrole est une arme entre les mains de l'oligarchie étasunienne pour asseoir sa domination mondiale en tant qu'exportateur de pétrole brut.
L'Arabie saoudite a « répondu » par l'annonce qu'elle se lançait également dans l'augmentation de sa production de pétrole, sur un marché qui se contracte. Cela entraîne automatiquement une nouvelle tendance à la baisse des prix, à tel point que les entreprises pétrolières des USA et du Canada, très endettées, sont à leur tour touchées.
Les grandes compagnies ont les moyens de tenir, même avec un baril à 25 $. Mais les autres, et les entreprises sous-traitantes (comme Vallourec qui fabrique des tubes) sont déjà touchées. Les cuves sont pleines, y compris les réserves « stratégiques ». Les pétroliers naviguent en rond, les cuves pleines.
Les dirigeants de Total se veulent néanmoins sereins : l'avenir est dans les énergies « non polluantes » – l'électricité, les énergies « vertes ». Les concurrents sont EDF et Engie.
Quant au prix de l'essence à la pompe, on sait, surtout depuis le mouvement des gilets jaunes, que c'est la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TIPP) qui représente 64 % du prix de l'essence vendue : une taxe d'un montant fixe sur chaque unité de volume vendu, que l'Etat n'est pas prêt de diminuer.

Crise du coronavirus	=>ralentissement de l'économie chinoise	=>réduction de la demande chinoise en pétrole
		=> arrêt de l'approvisionnement en pièces importantes des entreprises au niveau international => arrêt d'entreprises en Asie, Europe, USA...
Crise économique internationale	=> prévisions de « croissance » en baisse	=> baisse de la demande de pétrole, notamment dans le secteur du transport

Course au vaccin et aux traitements contre le Covid-19

La concurrence internationale fait rage !

Pour vaincre le virus qui affecte des millions de sujets dans le monde et touche, après les pays d'Asie, la population des pays capitalistes impérialistes occidentaux, USA et Europe, mais aussi l'Amérique latine et l'Afrique, une des solutions envisagées : un vaccin. L'espoir de traitements médicamenteux des malades infectés est aussi une forte attente des équipes médicales comme des citoyens.

Mais qui dit vaccin et médicaments contre un nouveau virus dit recherche et expérimentation. La violence de cette pandémie, mais aussi et surtout le fait qu'elle affecte de plein fouet l'économie des grandes puissances, a mis très rapidement en mouvement les grandes firmes et laboratoires pharmaceutiques pour rechercher le vaccin qui nous permettra de nous protéger de ce virus. Pas moins de 120 projets sont en cours d'étude. Parmi ces très nombreux projets, 8 en sont aujourd'hui au stade des essais clinique de phase 1 (1).

Le premier projet, et sans doute le plus avancé, est un projet chinois : celui de Cansino Bio, une entreprise cotée à la bourse de Hong Kong. La Chine a encore deux autres projets, le premier conduit par le géant pharmaceutique Sinovac, coté au Nasdaq ; l'autre par l'institut médical de Shenzhen.

Viennent derrière, en bonne position, deux projets américains. Le 16 mars, l'entreprise de biotechnologie Moderna, en partenariat avec les instituts nationaux de santé US, annonçait qu'elle testait un vaccin sur 45 personnes à Seattle (Etat de Washington). La société US Inovio mène également ses premiers tests sur des humains. Johnson & Johnson, qui a découvert et produit le vaccin contre Ebola, est aussi sur les rangs.

Le laboratoire BioNTech à Mayence (Allemagne), en lien avec le géant américain Pfizer, a lui aussi lancé des essais cliniques de phase 1.

En Grande-Bretagne c'est l'université d'Oxford qui mène la recherche.

En France, le géant pharmaceutique Sanofi a privilégié la collaboration avec d'autres laboratoires de biotechnologie pour la recherche de deux vaccins différents. D'un côté l'industriel français a annoncé, dès le 18 février, s'associer avec le ministère de la Santé américain. De l'autre, il coopère avec l'américaine Translate. Il a aussi noué un partenariat avec l'entreprise anglaise ClaxoSmith-Klime. Sanofi explique ainsi sa stratégie : « *Nous sommes déterminés à explorer différents moyens pour faire face à la crise de santé publique causée par la pandémie de Covid-19, que ce soit en expérimentant des traitements ou en développant deux vaccins faisant appel à des technologies différentes... Plus nous étudierons d'approches, meilleures seront nos chances de réaliser cet objectif* », a déclaré David Loew, Responsable Monde Vaccins de Sanofi dans un communiqué du 27 mars.

Et c'est aussi pourquoi Sanofi diversifie ses approches : pour renforcer les moyens financiers et les compétences scientifiques et techniques complémentaires. Il le fait également dans le domaine du médicament. Sanofi et son partenaire américain Regeneron vont tester leur médicament Kevzara dans le traitement du Covid-19. Ce médicament, indiqué dans la polyarthrite rhumatoïde, dont les médias parlent beaucoup depuis quelques jours, pourrait réduire la réaction inflammatoire pulmonaire chez les patients atteints du Covid-19. Rappelons que c'est Sanofi qui produit également la chloroquine qu'un certain Docteur Raoult préconise dans le traitement des malades atteints du Covid-19.

Sanofi finance aussi des start-up et des industriels pour développer des tests de dépistage. Il vient de passer un accord avec une start-up californienne pour développer un auto-test de dépistage sur Smartphone qu'il envisage de mettre sur le marché en accès libre fin 2020.

La course à un vaccin est donc lancée depuis février ; certains sont plus avancés que d'autres et, surtout, ont plus de moyens que d'autres ; la Chine, bien entendu, concentre les moyens économiques, scientifiques et politiques. Les USA, eux, ont mis un demi-milliard de dollars (460 millions d'euros) sur la table de Moderna. Pour illustrer le niveau d'âpreté de la concurrence que se livrent ces grands groupes, il faut savoir que les autorités allemandes, et en premier lieu la chancelière A. Merkel, ont dû intervenir directement pour stopper in extremis des tentatives, pilotées par la Maison Blanche, de rachat du laboratoire pharmaceutique allemand CureVac, lui aussi sur le point de dévoiler un vaccin. « *Le capitalisme a des limites* » s'est même exclamé le député social-démocrate allemand Karl Lauterbach. « *Nous ne pouvons pas continuer à être dépendants de la Chine et des Etats-Unis pour notre médecine* ».

Quant au PDG de Sanofi, Paul Hudson, il travaille à convaincre les gouvernements européens de créer une agence spécialisée – sur le modèle américain – et de développer de nouvelles capacités de production. On sait que si les vaccins rapportent peu, l'appui financier des Etats est indispensable à ces firmes pharmaceutiques et aux laboratoires de biotechnologie qui leur sont liés.

Que de milliards investis dans la recherche chacun de son côté, que de cerveaux mis à contribution dans chacun des pays ! Voilà, sous nos yeux, un exemple de ce que la guerre commerciale entre monopoles et Etats impérialistes engloutit comme sommes et moyens matériels et humains considérables pour travailler chacun de son côté à la recherche d'un vaccin.

(1) Il y a trois phases avant qu'un vaccin puisse être commercialisé. La phase 1 correspond aux premiers essais cliniques sur quelques dizaines de volontaires pour tester son innocuité.

Le syndicalisme de lutte, essentiel dans la période !

Dans cette période et notamment lors des premières semaines du confinement, il a fallu se battre pour pousser à la fermeture de ce qui n'était pas « essentiel » ou/et imposer des protections adéquates pour pouvoir travailler. Exiger d'une façon ou d'une autre, par la pétition, la grève, l'intervention dans les CSE, l'exercice des droits de retrait, la justice... le fait que « nos vies valent plus que vos profits ».

Amazon, pour sa part, a préféré fermer ses entrepôts plutôt que d'être obligé de mettre en place des mesures de protection pour les salariés et d'en discuter avec les organisations syndicales !

Ces luttes essentielles pour la protection des travailleurs ont, dans la très grande majorité des cas, été accompagnées d'une dénonciation quasi systématique des politiques néolibérales qui ont démantelé le système de santé, le mettant dans l'incapacité de faire face à ce type d'épidémie où les services de réanimation (avec tout ce que cela comporte et nécessite de technicité) sont en première ligne. Mais cette dénonciation est aussi allée plus loin, en s'en prenant au système, au système capitaliste.

Il faut lier les revendications de la période à la dénonciation du système capitaliste

La gravité de la situation avec ces milliers de malades et de morts en quelques semaines en France et de par le monde, comme le cynisme des patrons poussant à la reprise et l'incohérence des gouvernements qui, au nom d'impératifs sanitaires, décrètent le confinement tout en encourageant à aller travailler... a contribué à faire comprendre la responsabilité du système – tout à la recherche du profit – dans cette crise.

Comment pourrait-il en être autrement quand il faut être obligé de se battre pour préserver sa vie au travail que ce soit à la caisse du supermarché, dans les transports publics, dans la logistique, parce qu'on travaille dans le nettoyage ou dans l'aide à la personne... alors que sévit une épidémie !

De tout temps, dans la société capitaliste, la santé au travail n'a jamais été une priorité !

Pour preuve, s'il en fallait une, la suppression récente des CHSCT. Institution représentative du personnel qui, au fil des luttes, était, pour ainsi dire, arrivée à maturité avec... des élections, une personnalité civile permettant d'ester en justice, et avec un bilan en la matière incontestable. Avec E. Macron, à la demande du MEDEF, il a été ramené à une commission non élue et sans personnalité civile. Juste une commission, parce que le patronat pouvait difficilement rayer cette institution d'un trait de plume du jour au lendemain.

Avec les nombreux recours dans la période aux droits d'alerte, droits de retrait ou de déclaration de danger grave et imminent, nul doute que cette disposition réglementaire encore donnée par le Code du travail, l'épidémie passée, risque aussi d'être revue par le patronat dans une pure logique de classe afin d'en limiter au maximum la capacité de « nuisance », en particulier au niveau de la production.

Cette pandémie, plus que tout autre discours, fait la démonstration de comment la société, et tout particulièrement cette minorité qui possède les moyens de production et d'échange qui a l'oreille des gouvernants et l'Etat comme garant, considère celles et ceux qui se lèvent tôt. L'important au bout du compte c'est qu'elles et ils rejoignent leur poste de travail, fassent tourner la machine et soient suffisamment en forme pour y retourner le lendemain.

L'UL Cgt de Massy a manifesté le 1er mai devant l'hôpital Jacques Cartier

On ne peut pas se contenter d'applaudir les « premiers de corvée » !

Si beaucoup de travailleurs sont encore en chômage partiel (plus de 11 millions), des millions d'autres sont au front et font partie de ces « premiers de tranchées », ces « invisibles » qui, par leur travail, permettent que la société tienne encore debout.

Nombre d'entre eux, notamment en région parisienne, mais pas que, loin de là, interviennent dans les entreprises qui tournent ou dans les services pour décontaminer, qui les bureaux, les bus, les trains, les ateliers... ou pour ramasser les ordures ou encore pour quelques heures à la caisse dans le supermarché...

La pandémie a révélé à l'ensemble de

la société ces centaines de milliers de femmes et d'hommes considérés (enfin !) comme « indispensables ». Les applaudir ne peut suffire. Il faut aussi que le mouvement syndical arrive à prendre en charge de façon plus systématique leurs revendications et leurs aspirations.

Le 1er mai l'a montré, il y a des possibilités pour engager des initiatives collectives sur le terrain.

Dans cette période, il a fallu et il faut encore dépasser la peur de la contagion du virus, montrer que la justice sociale, la société débarrassée du capitalisme, restent toujours des questions posées et à résoudre maintenant. Il est absolument nécessaire de défendre les revendications des travailleurs et pas simplement en restant derrière l'écran de l'ordinateur ou lors des inévitables vidéo-conférences.

Nous l'avons vu à l'occasion de ce 1er mai où quelques UD et UL ont bravé les interdits liés au confinement, pour

Personnels soignants de l'AP-HP à la Pitié Salpétrière à Paris

organiser des rassemblements avec banderoles et panneaux revendicatifs. Le confinement est une réponse politique de la société capitaliste face à son incurie à faire face à cette pandémie. Cette incurie doit être combattue. Elle l'est tous les jours par toutes celles et ceux qui revendiquent davantage de moyens, notamment au niveau des hôpitaux, plus de protections ; qui dénoncent les ordonnances qui permettent d'exploser le temps de travail, exigent de meilleurs salaires... Mais pour avoir un maximum d'impact, ces revendications doivent aussi être portées physiquement, collectivement, et donc nécessairement s'affranchir d'un certain nombre d'interdits.

Le temps est-il venu des relocalisations ?

« La crise a mis en évidence l'incapacité du pays à produire rapidement sur son sol du matériel de santé. Mais d'autres industries pourraient aussi être incitées à produire localement pour éviter la dépendance à l'extérieur. » ***Relayé ici par BFM, ce discours est aujourd'hui tenu au plus haut niveau de l'Etat. Ainsi, B. Lemaire appelle-t-il à*** *« réfléchir à une meilleure organisation des chaînes de valeur et à une relocalisation d'un certain nombre d'activités ».*

Mais est-ce possible dans le cadre du système capitaliste ? Et si oui, dans quelles conditions et à quel prix pour la classe ouvrière et les peuples ?

L'impossible marche en arrière vers un capitalisme national

En 1848, dans le Manifeste du parti communiste, Marx et Engels indiquaient : « *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.* [...] *Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites.* [...] *A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations.* » Dans les années 1870, la deuxième révolution industrielle a accélérée cette évolution. Vint alors l'époque des conquêtes coloniales, puis le passage du capitalisme pré-monopoliste au capitalisme de monopoles et la Première Guerre mondiale de repartage impérialiste. Aux alentours des années 1980, une « *troisième révolution industrielle* » liée au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication a ouvert la porte à la « globalisation » libérale. Dans un texte adopté par une conférence nationale de notre parti en septembre 1996, nous en soulignions *les conséquences : « La division de plus en plus poussée du travail se fait à l'échelle planétaire. Cette division associe le travail de milliers d'hommes et de femmes qui, disséminés dans différentes unités de production, installées aux quatre coins du monde, participent à la production d'une même marchandise.* » Fût-ce « *au grand désespoir des réactionnaires* », comme l'écrivaient Marx et Engels, une marche à l'envers de l'histoire vers un capitalisme national est donc impossible. Mais cela ne veut pas dire que des relocalisations ne sont pas possibles.

Qui va payer ?

Les délocalisations à grande échelle des sites de production des grandes puissances impérialistes vers les pays dominées ou émergents ont été rendues possibles par le développement des communications et des télécom-

munications. Les coûts de transports ont ainsi été largement compensés par un coût de main-d'œuvre extrêmement bas. Mais en période de crise, de montée des tensions, d'exacerbation de la concurrence et de bouleversement des rapports de forces, les risques de cette interdépendance démesurée peuvent être jugés trop importants. La tendance peut alors être au rétablissement des protections douanières, au renforcement des frontières et à la relocalisation de certaines productions jugées stratégiques. L'obsession de l'oligarchie sera dans ce cas de ramener au plus bas le coût des productions relocalisées. Ce sont à la classe ouvrière, via une intensification de l'exploitation, et aux masses populaires, via une augmentation du prix des produits « *made in France* », que sera alors présentée la facture ! On n'a pas fini d'entendre parler de la nécessité d'augmenter le temps de travail, de compresser les salaires, de redoubler d'efforts pour combler le trou de la Sécurité sociale... L'extension du télétravail dans certains secteurs, les horaires décalés, les heures supplémentaires, largement expérimentées durant le confinement, feront partie de toutes les nouvelles organisations du travail qui vont continuer à être explorées pour augmenter la productivité et réduire les coûts de production.

Le drapeau du "patriotisme économique" n'est pas celui de la classe ouvrière

Relocaliser ne veut pas dire mettre fin au pillage impérialiste pour l'approvisionnement en matières premières et la fourniture d'énergie. Cela ne veut pas dire payer sa dette aux travailleurs et aux peuples contre qui ont sévi les monopoles qui rapatrient certaines productions. Cela ne veut pas dire en finir avec la course criminelle au profit maximum... Personne ne niera l'aberration de ces va-et-vient entre continents qui caractérisent aujourd'hui les circuits de production de la plupart des marchandises. Personne ne regretterait l'empreinte carbone que laisse ces échanges démesurés, ni les conditions honteuses d'exploitation dans les usines délocalisées... Et tout le monde peut être d'accord pour privilégier des « circuits courts », notamment en ce qui concerne l'agriculture et l'alimentation ! Mais ce qui pourrait sembler « évident », « logique » ou « raisonnable » en matière d'organisation de l'économie, ne peut pas être apprécié en dehors du système et de ses lois économiques qui continueront à s'imposer à tous, tant que nous ne l'avons par renversé. Le pseudo consensus autour du « produire français », auquel on voudrait faire adhérer la classe ouvrière, est une puissante arme idéologique pour nous embrigader derrière « nos » monopoles, en concurrence avec les travailleurs des autres pays. L'urgence est, au contraire, de nous battre partout contre l'exploitation et la domination, en œuvrant ensemble au renversement du système-capitaliste impérialiste.

Les « accords Covid19 » : non à la surexploitation !

Les ordonnances du 25 mars

Pour le patronat, il est maintenant plus que temps d'en finir avec l'urgence de la lutte contre la pandémie tout en s'appuyant sur les ordonnances du 25 mars. Ainsi, dans le cadre de la loi d'urgence sanitaire, au cœur du paquet des 25 ordonnances du 25 mars, l'Etat au service du MEDEF a-t-il programmé la remise en cause des droits du travail ouvrant la voie à la surexploitation capitaliste. C'est l'augmentation du temps de travail dans « *les entreprises relevant de secteurs d'activité particulièrement nécessaires à la sécurité de la Nation... et à la continuité de la vie économique et sociale* » appelée à se généraliser au-delà des secteurs dit « essentiels », dont on ne parle plus et dont la liste n'a jamais été donnée. Cette augmentation du temps de travail à volonté permet des semaines 48 à 60 heures, avec une amplitude passant de 10 à 12 heures par jour, un temps de repos de nuit entre 2 jours réduit de 11 à 9 heures, une durée de travail de nuit de 44 heures sur 12 semaines et une extension des dérogations au travail dominical. C'est la remise en cause des 35 heures, le patron pouvant imposer aux salariés la prise de 10 jours de RTT et se servir dans le Compte Epargne Temps ; c'est une remise en cause des congés payés, le patron pouvant prendre jusqu'à 6 jours de CP, limitant le congé principal à 12 jours avec une réduction du délai de prévenance de 1 mois à 1 jour.
La mise en œuvre de ces mesures est

conditionnée à la négociation d'accords d'entreprises et de branches avec un « chantage emploi contre salaires » décuplé par la menace du chômage technique avec une perte de salaire.

L'accord de branche Métallurgie

Sans attendre le 11 mai, qui marque l'entrée d'un déconfinement progressif, ce sont les patrons de la Métallurgie, avec l'UIMM en tête, qui cherchent à obtenir de tels accords. Avec ces accords capital-travail, les organisations syndicales sont appelées à rejoindre l'« Union nationale ». Macron faisant miroiter les « jours heureux » avec le retour de délocalisations. Dès le 3 avril, un premier accord de branche au niveau de la Métallurgie est signé par la CFDT, FO et la CGC. Cet accord, avec des délais d'extension raccourcis, prévoit que l'employeur peut fixer ou modifier, voire obliger à prendre par anticipation les jours de congés payés dans la limite de 6 jours ouvrables jusqu'au 31 octobre 2020, avec des délais de prévenance de 30 jours réduits à 2 jours puis 5 jours après déconfinement. Cet accord de branche est supplétif, neutralisant ainsi le Code du travail plus avantageux, ne s'appliquant ainsi qu'en cas d'échec d'accord d'entreprise ou absence de délégués.

Les accords d'entreprises dans l'industrie Automobile

Dans ce secteur industriel, qui a fourni les modèles d'exploitation du fordisme au toyotisme, c'est dans le groupe PSA qu'un accord type de l'UIMM a été signé dès le 7 avril par FO, CFDT, CFTC et CGC. Cet accord dit « accord social solidaire » permet le maintien du salaire à 100 % non pas sur les fonds de l'employeur mais via un « fonds de solidarité » abondé par les jours de congés payés à raison de 1 CP par mois pour les ouvriers et de 2 CP par mois pour les cadres bénéficiant des 100 % du fait d'un accord branche. Le congé payé principal est limité à 2 semaines. C'est aussi le feu vert à un « protocole sanitaire renforcé » qui contourne les modalités du danger grave et imminent. Cet accord est « un *coup de poignard dans le dos des collègues et un chèque en blanc à la direction* » a dénoncé le syndicat CGT. Un même accord type a

été signé dans le groupe Renault par la CFDT, FO et la CGC avec, là aussi, un fonds de solidarité abondé avec les congés payés auquel s'ajoute une durée du temps de travail pouvant aller jusqu'à 60 heures par semaine.
Dans le secteur aéronautique civil et militaire, dans le groupe US Goodrich, autre accord type UIMM piloté par un expert-comptable CGT, CFDT, CGC avec « *un fonds d'aide inter-salariés* » alimenté par le don volontaire de trois RTT et de cinq jours de CP, signé là par le syndicat CGT. Dans le groupe électronique Thalès, spécialisé dans l'aéronautique et la Défense, secteur stratégique de l'impérialisme français, l'accord UIMM a reçu un accueil également unanime des quatre organisations syndicales dont la CGT. Le salaire est maintenu à hauteur de 92 % en contrepartie des CP et RTT pour un retour au travail permettant d'assurer les équipements militaires en opération en Afrique.
Dans le groupe automobile Powerglide (Punch à Strasbourg), un accord similaire a été proposé par la direction en réponse aux organisations syndicales qui demandaient le paiement du chômage partiel à 100 %. Cet accord, dénoncé par avance par la CGT, s'il prévoit le maintien à 100 % du salaire jusqu'au 17 mai, à 80 % jusqu'au 31 décembre « *pour soulager* [l'entreprise] *des charges financières* » est « payé » par la perte de trois jours en télétravail et de cinq jours en activité partielle, la semaine de travail passe à six jours sur sept et les heures supplémentaires sont payées en fin d'année (comme un accord de modulation annuelle métallurgie) mais les majorations chutent de 25 à 10 %.

L'ordonnance du 22 avril et la mise en question du chômage partiel

C'est Muriel Pénicaud, ministre du travail, qui annonce dans le cadre du plan de reprise du travail progressive, une baisse progressive de prise en charge par l'Etat du chômage partiel avec la mise en place d'un couperet dégressif au 1er juin pour les 11,3 millions de salariés confinés. Si l'ordonnance Pénicaud maintien les droits au chômage partiel pour garde d'enfant, elle substitue au chômage partiel en cours un retour aux demandes patronales classiques pour motif économique, ce après accord ou un simple avis de CSE mais en ouvrant « *droit à l'individualisation de l'activité partielle* ». Cette possibilité rompt avec le caractère collectif obligatoire des demandes de chômage partiel à la DIRECCTE en vue d'interdire toute discrimination. La ministre pousse le cynisme jusqu'à suggérer un tirage au sort des salariés « volontaires ».

Une « crise humanitaire » à l'échelle mondiale

Nairobi

Clichy-sous-Bois

Certains analystes estiment que la crise économique, consécutive à la crise sanitaire liée au coronavirus, pourrait précipiter jusqu'à 580 millions (plus d'un demi-milliard !) de personnes dans la pauvreté à l'échelle du monde. Ceux qui vivent au jour le jour d'une activité dans le secteur informel et pour qui le confinement signifie ne plus manger, ne plus nourrir sa famille. Les petits commerçants, petits artisans, chauffeurs de taxis, employés d'hôtel dont l'activité et les revenus, souvent liés au tourisme, se sont taris. Les millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi, les précaires et les CDD dont les contrats n'ont pas été renouvelés. Ceux dont les salaires permettaient à peine de boucler le mois et qui se retrouvent dans des dispositifs de « chômage partiel » avec des revenus amputés, ceux qui s'en sortaient grâce aux heures supplémentaires et aux primes qu'ils ont aujourd'hui perdues... Les risques de famines d'ampleur, l'accès aux soins, les réserves des uns et des autres, les « filets sociaux » collectifs ne sont pas les mêmes partout. Mais partout, et pas seulement dans le « tiers monde », la misère et la pauvreté gagnent du terrain dans des proportions inouïes.

Explosion du chômage

La crise économique touche tous les pays et partout le chômage a brutalement explosé. L'OIT craint une augmentation du nombre de chômeurs dans le monde, qui pourrait aller de 5 à 25 millions selon les scénarios. Ces chiffres concerneraient pour moitié les pays capitalistes développés. Aux Etats-Unis, 26,4 millions de personnes (11 % de la population active) étaient inscrites comme demandeurs d'emploi au 23 avril. En Espagne, fin mars, le taux de chômage a atteint 14 % de la population active, les prévisions pour avril vont jusqu'à 19 %. En Allemagne, le chômage a augmenté de 13 % en mars (+ 308 000 inscrits), des prévisions vont jusqu'à + 250 000 pour avril, plus de 10 millions de personnes sont par ailleurs au chômage partiel. En Autriche, le nombre des demandeurs a augmenté de 40 % dans les dix premiers jours du confinement (+ 163 000 nouveaux inscrits). En France, on compte 250 000 inscriptions supplémentaires à Pôle Emploi en mars (+ 7 %), et 10 millions de salariés au chômage partiel. En Suède, dans la semaine du 16 au 22 mars, 14 000 salariés ont reçu un préavis de licenciement. En Norvège, le taux de chômage est passé de 2,3 % de la population active à 10,4 % en un mois. 280 000 personnes ont perdu leur emploi en Finlande (sur moins de 6 millions d'habitants). Le Danemark comptait 51 000 demandeurs d'emplois supplémentaire en mars.

Restructurations et licenciements

C'est dans le secteur du transport aérien que les licenciements massifs ont été le plus rapidement annoncés : 3 000 suppressions de postes prévues dans les prochains mois chez Ryanair et congés sans solde imposés. Le PDG d'Air France, qui vient d'encaisser une « aide historique de l'Etat de 7 milliards d'euros », a déjà annoncé une « transformation de la compagnie » avec « *un impact social aussi réduit que possible* ». Le PDG de la SNCF, qui réclame lui aussi une aide de l'Etat, a également annoncé vouloir « *serrer les coûts de fonctionnement* » « *Si la reprise est lente et si nous produisons moins de trains que par le passé, il ne sera pas anormal ou illogique d'ajuster le niveau d'emploi au volume d'activité* » ! Chez Airbus, les 135 000 salariés ont reçu une lettre du président exécutif du groupe leur demandant de se préparer à « *des réductions d'emplois potentiellement plus importantes qu'annoncées* ».

La crainte d'émeutes de la faim

Ce sont des événements récurrents et malheureusement bien connus dans les pays pauvres. Les difficultés à se nourrir touchent à présent également, à une échelle inédite depuis des décennies, les pays « riches » ou les inégalités sociales sont de plus de plus visibles. A Marseille, par exemple, où 100 000 personnes sont confinées dans des logements insalubres, un quart de la population vit en dessous du seuil du pauvreté. Dans tout le pays, les organisations caritatives sont dépassées. Dans les grandes villes et leurs banlieues, dans les cités U, chez les retraités, beaucoup ne peuvent compter que sur l'entraide entre voisins et sur des initiatives prises par des habitants, souvent des jeunes et des femmes des quartiers populaires.

Du côté des organismes sociaux, des mesures sont prises pour tenter d'éviter les ruptures de droits, une prime exceptionnelle de 150 euros sera versée le 15 mai... Mais tout cela reste dérisoire face à l'immensité des besoins. Une vraie provocation si on additionne les milliards débloqués pour les entreprises !

Télétravail : vers une nouvelle forme d'organisation du travail ?

L'épidémie de Covid-19 a mis brutalement en lumière la possibilité pour les entreprises de recourir au télétravail. Ce droit existe légalement depuis mars 2012 (1) mais, jusque-là, peu d'entreprises y avaient recours, celles-ci se concentrant essentiellement dans la e-économie ou dans la communication. Selon une enquête publiée par l'IFOP en janvier 2018, un quart des salariés avaient recours au télétravail en France. Toutefois, seuls 6 % des salariés le pratiquaient de manière contractuelle.
En cause : la réticence des salariés devant l'empiètement des activités professionnelles sur leur vie privée mais aussi des directions d'entreprises, inquiètes de ne plus exercer un plein contrôle sur l'activité de leurs salariés.
La grève à la Ratp et à la Sncf de décembre 2019 puis l'épidémie de Covid19 ont changé la donne, obligeant entreprises et salariés à s'y plier, sans aucune préparation tant du point de vue technique que du point de vue des modalités de son application, avec des conséquences tant sur la santé des salariés que sur l'organisation du travail que le télétravail induit et dont les entreprises entendent tirer parti.

Des risques psychosociaux accentués

En quelques jours, ce sont 7,5 millions de personnes qui ont basculé dans le télétravail, sans y être préparées. Mais comme le souligne le cabinet de prévention des risques professionnels Technologia « *même initiés, les salariés n'étaient pas tous prêts à ce bouleversement* ».
Le soulagement d'échapper à la galère des transports pendant la grève puis au risque de contamination par le Covid-19, s'est rapidement mué en stress et en fatigue face à la charge de travail accrue avec le sentiment de travailler plus pour une efficacité moindre, une perte du sens du travail effectué, un sentiment d'isolement croissant et d'éloignement du collectif de travail malgré la multiplication des visioconférences, courriels et contacts téléphoniques chronophages. Tout cela sans compter l'obligation d'assurer en même temps la garde et l'éducation des enfants (81 % de télétravailleurs ayant répondu à une enquête de l'Ugict-CGT) et la gestion de la vie quotidienne (43 % des mères et 26 % des pères d'enfants de moins de 16 ans consacrent au moins 4 heures en plus par jour aux enfants). Or, rares sont les entreprises qui ont aménagé le temps de travail de leurs télétravailleurs, un tiers des répondants à l'enquête de la Cgt notant même une hausse de la charge de travail. A cela s'ajoute qu'environ 40 % des salariés n'ont pas été équipés d'outils informatiques par leur entreprise, devant se débrouiller avec leur ordinateur personnel pour les plus chanceux ou, pour les moins bien lotis, jongler avec l'ordinateur familial qu'ils doivent partager avec conjoint et enfants en télé enseignement ! Autre difficulté et non des moindres, notamment en région parisienne : l'exiguïté des logements qui ne permet pas toujours de disposer d'un espace de travail dédié et adapté.
Conditions de travail dégradées, climat anxiogène, isolement, dégradation du lien social, angoisse de perdre son emploi après la crise,... autant d'éléments qui ont des répercussions sur la santé physique et mentale des télétravailleurs. En quelques semaines, 40 % des personnes enquêtées ont déclaré ressentir des douleurs physiques inhabituelles tels que des maux de dos et 29 % des hommes et 46 % des femmes une anxiété inhabituelle.

Le télétravail, un effet d'aubaine ?

Du côté des entreprises, la précipitation avec laquelle celui-ci a dû être mis en place a été source de nombreux ratés et d'une efficacité pas toujours optimum. Ordinateurs insuffisants, connexions internet défaillantes, services informatiques débordés n'ayant pas eu le temps d'intégrer les codes d'accès et de sécurité... il a fallu souvent plusieurs jours pour que le télétravail commence à se mettre en place. Les premières difficultés passées, certaines, notamment les grands groupes mais aussi certaines administrations, y voient l'opportunité de mettre en place une nouvelle organisation du travail avec des outils de contrôle des salariés de plus en plus performants, avec à la clé des économies en termes de locaux, de structures collectives, de frais de transport,... mais aussi d'emplois. Et surtout, un affaiblissement de la lutte revendicative et des organisations syndicales qui auront de plus en plus de difficultés à contacter et organiser des travailleurs avec lesquels elles n'auront que des contacts virtuels.
Pour le gouvernement, on peut dire que la pandémie a eu un effet d'aubaine. En effet, celui-ci mise sur un impact à long terme, les habitudes professionnelles des salariés s'étant modifiées. Comme le dit Pénicaud, « *cela va changer le rapport au télétravail et cela requestionne le temps passé dans les transports, la "réunionite"* ». Au-delà des entreprises, c'est déjà au niveau de la fonction publique et territoriale que le gouvernement entend développer le télétravail, qui devrait se traduire par la suppression de milliers d'emplois. Comme on peut le lire sur le site du ministère du travail, celui-ci répondrait « *à une demande à la fois sociale, économique et environnementale* ». « *Réinventer le travail* » en amplifiant la pratique du télétravail qui « *pourrait devenir durable* » comme le laisse entendre la République en marche dans un communiqué. Et de conclure : « *Plus encore, le télétravail permet une meilleure conciliation entre vie personnelle et professionnelle* ».
Les travailleurs qui l'ont expérimenté dans le cadre de cette pandémie apprécieront !

(1) Loi du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives, modifiée en avril 2016 pour en permettre l'accès aux fonctionnaires. L'ordonnance « Macron » sur le renforcement du dialogue social du 24 septembre 2017 a considérablement assoupli le régime juridique du télétravail dans l'objectif d'inciter les entreprises à recourir davantage à ce mode d'organisation du travail. Si un employeur et un salarié décident conjointement d'y recourir, il suffit d'**un simple accord oral ou écrit**, un avenant au contrat de travail n'étant pas nécessaire.
Mais en cas de circonstances exceptionnelles, notamment de menace d'épidémie, de menace terroriste ou en cas de force majeure (intempéries mais aussi grève des transports, par exemple), l**e télétravail peut être imposé par l'employeur** comme le prévoit l'article L. 1222-11 du Code du travail.

Retour sur la « continuité pédagogique » et le « télé-enseignement »

Beaucoup de choses ont déjà été écrites sur la « continuité pédagogique » et ses conséquences en termes d'aggravation des inégalités, du fait des conditions matérielles et familiales. Mais il faut aussi aborder la question de la forme d'apprentissage qu'induit l'enseignement à distance, qui favorise un certain type d'élèves et entraîne décrochage ou éloignement de l'école pour d'autres.

En effet, le « télé-enseignement » suppose d'abord un équipement informatique minimum, et des conditions familiales et environnementales qui permettent aux élèves de travailler en toute sérénité ou d'être accompagnés. A l'école maternelle ou élémentaire comme au collège, on mesure la difficulté dans les familles où les parents ne sont pas en mesure d'accompagner leurs enfants, ne maîtrisent pas la langue française ou ne sont pas disponibles à cause de leur propre travail. Il y a également la situation des familles monoparentales pour qui cette situation est particulièrement difficile à vivre ! Lorsqu'il y a un seul ordinateur pour une famille dont les parents sont en télétravail et plusieurs enfants à accompagner, la difficulté risque fort d'être insoluble ! Souvent, les familles ne disposent pas d'imprimante. Parfois, il n'y a pas d'ordinateur du tout, et les consignes sont transmises par Smartphones, avec toutes les difficultés pour accéder aux éventuels liens ou vidéos. Les élèves écrivent leurs devoirs sur des feuilles de copie et ils sont ensuite photographiés et renvoyés à l'enseignant. Mais dans certaines classes, on n'a même pas réussi à prendre contact avec un certain nombre d'élèves ou leurs familles : pas de téléphones, et parfois pas de toit digne de ce nom... L'urgence, là, elle est ailleurs : assurer le minimum vital aux enfants.

Mais revenons à la soi-disant « continuité pédagogique » et à ses effets en termes d'acquisition ou de consolidation des connaissances. Au lycée général, une grande partie des élèves s'accommode de cette situation, car cela correspond à un modèle pédagogique qui relève essentiellement de la transmission. Certains chercheurs en pédagogie évoquent un modèle « productiviste ». Mais pour des élèves qui ne s'accommodent pas de ce modèle, les choses sont plus difficiles. Les classes virtuelles par exemple permettent très peu d'échanges, alors qu'avec les élèves plus en difficulté, les élèves de la voie professionnelle par exemple, la pédagogie est essentiellement une pédagogie participative qui co-construit les savoirs, qui va chercher l'élève, en interaction, qui propose aux élèves de chercher à résoudre des problématiques en collectifs de travail, soit en petits groupes soit dans le groupe classe.

Du côté des enseignants, la question matérielle aussi se pose, car l'équipement informatique n'est pas forcément au rendez-vous et les enseignants eux aussi sont souvent en famille avec des conjoints, conjointes parfois en télétravail et des enfants à accompagner. Difficulté qui devient particulièrement tendue si des enfants en bas âge nécessitent une attention soutenue. Impossible alors d'organiser des classes virtuelles, et les témoignages évoquent un suivi des élèves en soirée ou tôt le matin, quand les enfants dorment enfin ! Epuisement à la clé pour les enseignants dans ce cas-là, et particulièrement évidemment pour les enseignantes ! En plus, ce suivi pour qu'il soit un minimum efficace demande des réponses individualisées aux élèves, un travail vite chronophage et épuisant ! Le télétravail a en plus très souvent pour conséquence une surveillance accrue des inspecteurs ou chefs d'établissement. On a vu par exemple des inspecteurs mettre en cause des collègues sur la foi de témoignages de parents...

En fait, comme cela a déjà été dit, l'objectif principal dans la période pour les enseignants a été essentiellement de ne pas perdre le lien, de garder le contact, de permettre aussi aux élèves dans cette période d'enfermement d'ouvrir une fenêtre, de renouer un fil avec la « vie d'avant », de retrouver un peu du collectif que constitue la classe, ne serait-ce que par le biais du professeur. C'est pourquoi les élèves, eux, sont attachés aux classes virtuelles, car ils retrouvent un tout petit peu de ce collectif, ne serait-ce que blaguer grâce au « chat » ! Comme l'ont dit beaucoup de professionnels, il est complètement illusoire d'attribuer à cet « enseignement » un autre objectif que celui-là. Maintenir le lien, et aussi faire réfléchir, y compris sur la situation actuelle, en donnant des armes telles que la littérature ou l'histoire-géographie. Réfléchir aux conséquences de la mondialisation, lire des extraits de *La peste* d'Albert Camus en écho avec les sentiments que l'on peut éprouver aujourd'hui, faire écrire un « journal de confinement », lire des textes d'écrivains dans la situation actuelle, par exemple les « Lettres d'intérieur » publiées tous les jours sur France Inter, dont certaines sont très belles (Cf. celles d'Annie Ernaux, Gaël Faye, Tahar Ben Jelloun...).

Education Nationale : un déconfinement sans garanties

L'Ecole « d'après », c'est l'Ecole d'avant, en pire !

Elle a été décidée le 13 avril au plus haut sommet. Comme à son habitude, Macron décide seul, mais en accord avec les intérêts des monopoles qui sifflent la reprise du travail pour les parents. Bien entendu, Blanquer, qui n'en rate jamais une pour faire ses annonces « surprises » a fait connaître une ébauche de plan qui n'en est pas un. Et puis, Philippe s'est exprimé le 28 avril : calendrier modifié, changement de plan, organisation concrète renvoyée au local.

Une reprise contre l'avis des spécialistes de la santé

Le gouvernement fait le choix de rouvrir les écoles malgré les réticences de l'ordre des médecins et du conseil scientifique. Ils estiment que « *le risque de transmission est important dans les lieux de regroupement massif que sont les écoles et les universités, avec des mesures barrières particulièrement difficiles à mettre en œuvre chez les plus jeunes* ».

Des inégalités qui vont se creuser

« *On organise les inégalités* » estime le président de la FCPE puisque selon les communes, les maires décideront ou non de la réouverture (gare au préfet qui les rappellera certainement à l'ordre). Certains diminuent aussi le seuil des 15 élèves en dessous de dix pour permettre des conditions plus acceptables, ou garderont les maternelles fermées. Le ministre laisse le « choix » aux parents de ne pas remettre leurs enfants à l'école tout en supprimant le chômage partiel dès le 1er juin pour ceux qui refuseraient d'envoyer leurs enfants. De plus, le discours sur les inégalités est un chiffon agité par le ministre pour convaincre les enseignants à la reprise. Mais avec le volontariat, il est fort à parier que beaucoup d'élèves en difficultés ne reviendront pas.
Pour la cantine, les élèves sont incités à amener des repas (sans possibilité de les mettre dans des frigos, ou de les faire réchauffer) depuis chez eux. La reprise de l'Ecole ne peut se faire sans cantine, autour de repas équilibrés et de qualité pour les enfants les plus pauvres.

Des garanties sanitaires impossibles à respecter pour les plus petits

Incohérence d'un point de vue sanitaire, cohérence d'un point de vue économique ; la reprise des plus petits a comme objectif la reprise du travail des parents. Les personnels eux aussi ont du mal à y croire : il sera impossible pour eux de faire respecter les gestes barrières et les précautions sanitaires. Le fameux protocole pour les écoles primaires estime qu'il faudra faire « *laver les mains aux enfants à l'arrivée à l'école, avant de rentrer en classe et après chaque récréation, avant et après chaque repas, avant d'aller aux toilettes et après y être allé, après s'être mouché, avoir toussé, avoir éternué, après avoir touché ou manipulé des objets susceptibles d'être contaminés, le soir avant de rentrer chez soi* ». Autrement dit, en une matinée c'est au minimum 15 fois que chaque enfant devra se laver les mains, 30 secondes a minima ! Quel est l'intérêt de repartir à l'Ecole dans ces conditions ? Quel est l'intérêt d'exposer les élèves, leurs familles et les personnels si quasiment aucune pratique pédagogique n'est possible ?

Une reprise sans garantie et des conditions de travail qui seront dégradées

Le gouvernement interdit les rassemblements de plus de dix personnes. Par contre, regrouper 15 élèves, leur enseignant, leur ATSEM, leur(s) AESH dans une salle de moins de 50 m² ne leur pose aucun problème. Le respect des gestes barrières va entraîner du travail supplémentaire pour les enseignants qui vont devoir réadapter leurs pédagogies, être en permanence sur le qui-vive : plus aucun travail de groupe, d'ateliers de manipulation, etc. Comment les instituteurs, les AED dans les collèges vont-ils gérer les temps de récréations ? L'absence de contacts et la prohibition des jeux collectifs entraîneront des frustrations inutiles pour les enfants, en plus de l'application des protocoles que les enseignants auront du mal à faire respecter.
Il y a aussi la gestion des élèves absents. Qui se chargera d'assurer leur suivi ? Les enseignants qui sont déjà en présentiel ? Les instituteurs devront-ils faire une double journée ? En collège, les professeurs devront faire le travail en présence pour les 6e et 5e. Que se passera-t-il pour les 4e-3e ? Devront-ils faire en plus du télétravail ?
Les conditions d'apprentissage seront difficilement supportables pour les élèves, dégradées pour les enseignants mais aussi les autres personnels, comme les agents qui vont avoir une augmentation de leurs tâches.

La riposte grandit : notre santé avant leurs profits

Ceux qui, hier, encensaient les enseignants pour leur travail durant le confinement montent au créneau, comme Bayrou, qui estime qu'« *un droit de retrait ne serait pas civique* ». Mais leur opération d'union nationale pour la réouverture des écoles est un échec complet. La colère monte partout. Le gouvernement promet des garanties sanitaires qu'il n'a jamais réussi à appliquer pour les personnels de santé. De plus, les discours sur les inégalités ne sont qu'une tentative cynique de faire pression sur les personnels éducatifs pour assurer la reprise. En trois ans, le ministère a supprimé 5 690 postes alors que 100 000 élèves en plus ont été accueillis en collèges-lycées. A la rentrée 2020, 820 postes seront de nouveau supprimés alors que des besoins seront plus que jamais nécessaires pour réduire les inégalités scolaires, sociales.
L'heure est à l'organisation de la résistance face aux injonctions. Des réunions syndicales 2.0 sont organisées, des heures d'informations syndicales vont avoir lieu dès la reprise. L'appel aux syndicalistes siégeant dans les CHSCT académiques ou dans les CHS sera essentielle. Face à ce gouvernement, rivé sur la reprise des profits des capitalistes au détriment de notre santé, tous les moyens, du droit de retrait, des pétitions, à la grève, doivent être utilisés. L'Ecole de demain, c'est bien l'école d'aujourd'hui, en pire !

La réponse à l'épidémie ne peut être la restriction de nos libertés

Il n'est pas surprenant que ce gouvernement poursuive le chemin qu'il a déjà tracé.

Faute d'anticipation, d'une politique de santé décente, armé de bottes militaires et d'un discours martial, il régente l'épidémie par la peur et l'autoritarisme, et déclare l'état d'urgence sanitaire.

La V[e] république dote le président de pouvoirs d'exception, (l'article 16 de la Constitution, la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence, face à la guerre d'Algérie). Dans la logique sécuritaire des attentats de 2015, l'état d'urgence frappe les esprits et permet d'invoquer l'Union Sacrée, tentant de dissoudre les critiques, fondées, sur la gestion de la crise.

Le décret est pris en conseil des ministres. Et le Parlement n'est consulté qu'a posteriori, pour valider les décisions, puisque le parti présidentiel détient la majorité absolue à l'Assemblée…

Confirmant la dérive inquiétante de confiscation du pouvoir par l'exécutif, les mesures d'exception du 16 mars sont dans la Loi dès le 22 mars. Une ordonnance du Conseil d'État décrète que « *le Premier ministre peut, en vertu de ses pouvoirs propres, édicter des mesures de police applicables à l'ensemble du territoire, en particulier en cas de circonstances exceptionnelles, telle une épidémie avérée, comme celle de Covid-19 que connaît actuellement la France* ». Sont ainsi décrétées la fermeture d'établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion ; l'interdiction des rassemblements sur la voie publique et des réunions… et la limitation de la liberté de circuler est assortie d'amendes extrêmement sévères : en cas de violation, 135 euros, 1 500 euros en cas de récidive dans les 15 jours. S'il y a quatre violations dans les trente jours, ce sera 3 700 euros d'amende et six mois de prison.

Ces règles mettent en exergue le pouvoir discrétionnaire accordé, une fois de plus, aux forces de police, usant et abusant de l'interprétation de textes flous. Dans le domaine judiciaire, les principes fondamentaux de publicité des débats et collégialité des juridictions sont bafoués : audiences correctionnelles sans public et avec un seul juge au lieu de trois ; garde à vue sans présence de l'avocat (entretien au téléphone), validée même sans avocat, auditions de prévenus par visioconférence, allongement des délais de détention provisoire…

La LDH s'alarme : « *L'exécutif entend décréter un "état d'urgence sanitaire" qui ne peut qu'inquiéter, en s'arrogeant des pouvoirs extrêmement larges sans contrôles et contre-pouvoirs effectifs* ». Et elle réactive l'Observatoire des violences policières.

Dès le début du confinement, la police s'est violemment et impunément lâchée contre des jeunes, en particulier dans le 93, et y compris contre des personnels soignants ou des livreurs, malgré l'héroïsation de ces professions… Vingt-deux associations dénoncent ces abus dès les dix premiers jours de confinement : « l*es contrôles de police discriminatoires et abusifs à l'égard de personnes en raison de leur apparence physique* », le collectif ACAT-France – Action Droits des Musulmans, Collectif Contre l'Islamophobie en France – Ligue des Droits de l'Homme, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, publie une lettre au premier ministre pour qu'il « *rappelle aux policiers en charge des contrôles que ces opérations doivent s'opérer dans un cadre strictement légal, sans discrimination ni arbitraire* ». (1)

Critiquer le président est aussi source d'exaction. A Toulouse, une jeune femme est mise en garde à vue 4 heures et convoquée au commissariat avec ses 6 colocataires pour avoir mis aux fenêtres une banderole dénonçant explicitement Macron… ce qui a provoqué un élan de soutien, avec les 500 selfies d'une vidéo de la CGT du CHU de Purpan à Toulouse, ou des banderoles accrochées… jusqu'à la Réunion, reprenant le slogan.

Dans la Drôme, le président d'une association anti-nucléaire, qui donne du matériel de protection aux soignants, est perquisitionné, emmené au commissariat pour une longue garde à vue, le matériel saisi, les locaux sont mis à sac… faute d'avoir respecté un nouveau et inconnu décret de réquisition de masques ! (2)

Le caractère réactionnaire et autoritaire du pouvoir et l'expérience précédente de l'état d'urgence font craindre que ces mesures exceptionnelles se prolongent et que certaines soient inclues dans le droit commun.

Dans des milieux démocratiques, avocats, écrivains, personnalités, en dénoncent les différents aspects, politiques et idéologiques, juridiques, ainsi que les violences…

Ainsi, le philosophe Giorgio Agamben explique sur France Culture : « *Après les mesures d'état d'urgence et d'exception liées au terrorisme, là on trouverait, avec le coronavirus, un deuxième élan pour restreindre à nouveau un certain nombre de libertés.* […] *On constate une fois de plus une tendance croissante à utiliser l'état d'exception comme paradigme normal du gouvernement*. » (3)

Et c'est aussi l'avis de François Sureau, sur France Inter : « *Je suis inquiet sur le fait qu'un jour on nous dira : les pandémies peuvent revenir, il peut y avoir d'autres épidémies… Et donc qu'on conserve dans le droit commun ces dispositifs exceptionnels. Ça m'inquiète particulièrement pour le geotracking, et tout ce qui permet de surveiller nos vies.* » (4)

Certes, le gouvernement s'arroge des pouvoirs démesurés, mais il ne pourra jamais nous convaincre d'y adhérer ; la résistance est bien là !

(1) http://lesaf.org/lettre-ouverte-commune-demandes-pour-un-respect-de-letat-de-droit-en-matiere-de-verbalisationsamendes-suite-a-lappel-au-discernement-des-forces-de-lordre/

(2) http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php?post/2020/04/22/L-organisation-antinucleaire-et-sanitaire-Next-Up-perquisionnee-ce-mardi

(3) https://www.franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/coronavirus-jusquou-sommes-nous-prets-a-limiter-nos-libertes

(4) https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-01-avril-2020

Non au tracking et à la surveillance généralisée !

Depuis plusieurs semaines une propagande intense est menée pour convaincre les Français du bien-fondé du « tracking », c'est-à-dire du traçage consistant à utiliser les données mobiles pour lutter, selon ses partisans, contre la propagation de l'épidémie du COVID-19. Il répond à trois objectifs (1) : cartographier les déplacements de population, identifier les sujets contacts et contrôler les confinements individuels. Pour cela, diverses technologies peuvent être mobilisées : le bornage téléphonique, des applications GPS, des applications Bluetooth (technologie sans fil qui permet à des appareils d'échanger des données à courte distance), les informations bancaires et la vidéosurveillance.

Singapour est souvent mis en avant comme « modèle », notamment pour son système digne de « Big Brother » : relevés des cartes bancaires, images de vidéosurveillance, « enquêteurs » du ministère de la santé et une application téléchargeable sur Smartphone, « Trace Together ». Les habitants doivent y enregistrer leur numéro et activer le Bluetooth. À partir de là, tous les itinéraires sont enregistrés et dès qu'une personne est testée positive, tous ceux qui l'ont côtoyée sont convoqués pour un test et éventuellement placés en quarantaine. Pour vérifier que l'on reste chez soi, les autorités envoient plusieurs SMS par jour. Ce suivi autoritaire a été reproduit avec des variantes dans de nombreux pays asiatiques comme à Taïwan ou en Corée du Sud. Quelle est l'efficacité de ce dispositif ? A Singapour, une seconde vague de contamination est arrivée (plus de 1 000 cas pour la seule journée du 21 avril). Les autorités ont été obligées de prendre la seule mesure capable d'endiguer cette épidémie, en l'absence de vaccins ou de traitements, c'est-à-dire le confinement de la population. Le fantasme du « tout technologique » se heurte à la dure réalité.

Ces initiatives ne sont pas nouvelles, elles s'inscrivent dans la droite ligne des dispositifs de contrôle qui fleurissent ces dernières années. Les Etats et gouvernements profitent d'une crise sanitaire et des dangers que le virus fait courir à la population pour mettre en avant des dispositifs d'espionnage qui, en temps normal, auraient suscité la désapprobation ou l'hostilité des citoyens. A côté du « tracking », la reconnaissance faciale est une technologie en plein essor dans le monde. En France, elle est testée dans la ville de Nice et permet à des caméras « intelligentes » d'identifier les personnes en reconnaissant leur visage. En Chine des millions de caméras sont déjà en place et scrutent les moindres comportements des habitants. Elles sont aussi utilisées pour réprimer la minorité Ouïghour. Ce juteux marché suscite l'intérêt des grandes entreprises du numérique (Facebook, Google, Apple…) et des sociétés de sécurité privée.

En France Emmanuel Macron a évoqué, dans son allocution du lundi 13 avril, la possibilité d'utiliser une application de traçage numérique. L'installation de l'application « StopCovid » se ferait sur la base du volontariat et pourra être désinstallée « à tout moment », a assuré le secrétaire d'État au numérique, Cédric O. Le ministre promet que les données seront « anonymes et effacées au bout d'une période donnée ». Elle utilisera la technologie Bluetooth des appareils. Lorsqu'une personne se sait contaminée, elle pourra le signaler à l'application qui, ensuite, préviendra les appareils également équipés de l'application qu'il aura croisé. C'est un consortium regroupant à la fois des entreprises privées (Capgemini, Dassault Systèmes, Orange…) et des organismes publics (comme l'Inserm et Santé publique France) qui est chargé de développer l'application, le tout piloté par l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria). L'Inria est aussi membre d'une plate-forme européenne PEPP-PT (2) qui cherche à élaborer une solution pouvant faire fonctionner entre elles les applications de divers pays européens. Les géants du numérique ne sont pas en reste et Apple et Google se sont associés pour développer leur propre plate-forme permettant d'héberger les applications de traçage. Cette initiative est en concurrence directe avec les applications développées par les Etats européens car elles reposent sur des stratégies différentes. La France et la Commission européenne ont privilégié un stockage des données centralisé (ce qui fait courir un grand risque sur la sécurité (3) et l'utilisation des données), Apple et Google misant plutôt sur une solution décentralisée où les données sont stockées sur les téléphones. Ils présentent leur solution comme plus respectueuse de la vie privée mais rappelons que leur fonds de commerce reste la commercialisation et l'exploitation des données personnelles de leurs utilisateurs !

Une telle intrusion dans la vie des citoyens provoque des remous, y compris au sein de la majorité. Certains députés LREM se sont mêmes publiquement opposés à ce genre de mesures. La mésentente au sein du parti, ajouté aux oppositions et aux problèmes techniques, ont sans doute contraint le premier ministre à reporter la mise en place de l'application. L'annonce de ce projet a provoqué un certain nombre d'oppositions et de résistance. La Ligue des droits de l'homme a appelé les députés à rejeter StopCovid et des spécialistes de l'informatique et de la sécurité informatique ont signé une lettre ouverte (4) à propos de la future application qu'ils jugent « porteuse de risques très importants quant au respect de la vie privée et des libertés individuelles ». Le collectif Ecran total (5), actif depuis des années pour « résister à la gestion et l'informatisation de nos vies », appelle à un boycott massif de l'application Stop Covid. De nombreux doutes ou critiques sont apparus sur la faisabilité technique de l'opération et son efficacité. Selon une

(1) Note parlementaire de Mounir Mahjoubi.
(2) Pan-European Privacy-Preserving Proximity Tracing.
(3) Une telle solution est très vulnérable à une attaque informatique.
(4) « Mise en garde contre les applications de traçage » en date du 26 avril 2020.
(5) La tribune, publiée dans la revue Terrestre et Médiapart, est signée par des dizaines de collectifs et personnalités (dont Robin des toits, qui lutte contre les antennes Relais).

Suite page 19

Suite de la page 18

étude publiée dans la revue Science le 31 mars une telle application n'est efficace que si 60 % de la population la télécharge et si une campagne de dépistage massif est menée. Manque de chance, il y a pénurie de tests et l'application gouvernementale ne serait pas accessible à tous les Français. En effet, une partie importante de la population n'a pas de smartphone (25 %) et les modalités de fonctionnement de l'application la rendrait inopérante sur les iPhone d'Apple (environ 20 % des smartphones). Les différentes applications similaires en Europe et dans le monde n'ont guère rencontré de succès. Seulement 4 % des Autrichiens ont installé une application de traçage et à Singapour (pourtant pionnier en la matière) seulement 20 % de la population était équipée. Face à la montée des contestations et devant les difficultés pratiques, le gouvernement belge a renoncé à son projet tandis que le gouvernement allemand a abandonné son projet initial pour privilégier la plate-forme mise au point par Google et Apple. Une application de traçage est donc non seulement un danger pour nos libertés mais également impuissante à lutter efficacement contre la transmission de la maladie.

Cependant, les motivations réelles des promoteurs d'une telle opération se trouvent ailleurs comme le fait remarquer Félix Treguer, sociologue et membre de l'association de défense des libertés numériques La Quadrature du Net (6) : « *Cette période est l'occasion d'une grande campagne de marketing pour l'appareil techno-sécuritaire* (...). *On peut se demander si ce solutionnisme technologique n'est pas un palliatif visant à masquer les vrais problèmes, à savoir le manque de moyens et de personnel et, d'une manière générale, la casse de l'hôpital public* ».

Ce gouvernement, déjà responsable du désastre sanitaire et de la poursuite et de l'accélération de la casse des services publics, veut désormais nous suivre à la trace et connaître nos moindres déplacements ainsi que nos contacts. La vie privée, la liberté de réunion et le secret médical n'existeront plus sous prétexte de nous « sauver ». Fondamentalement, la promotion du traçage numérique est une façon de faire peser la responsabilité de la lutte contre l'épidémie sur les simples individus. Ces derniers étant indisciplinés par « nature » il faut donc les surveiller en permanence. Le gouvernement se défend de tout dérive autoritaire en disant que l'installation de cette application se fera sur la base du volontariat. Mais là encore, où se trouve la « liberté » lorsqu'on nous répète, midi et soir, que le virus est dangereux et que nous risquons notre vie. Quelle liberté de choix existera-t-il lorsque la pression sociale et médiatique nous enjoindra de télécharger ce logiciel espion ? Aucune assurance, sinon verbale, n'est donnée quant à la durée de cette application ni sur l'usage qui sera fait des données personnelles collectées.

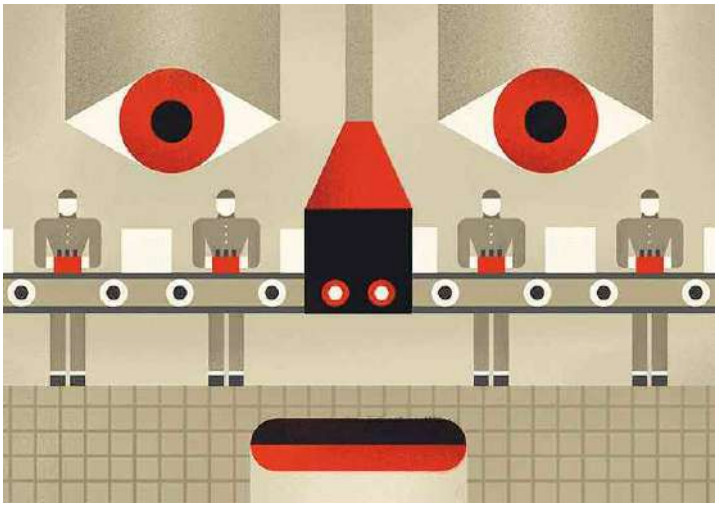
Plus que jamais restons vigilant face à ce gouvernement autoritaire qui prend prétexte d'une pandémie pour réduire toujours plus les droits et les libertés des travailleurs et du peuple. L'application StopCovid n'est pas une réponse au virus mais une démarche idéologique destinée à limiter les libertés fondamentales des citoyens. Continuons à manifester notre opposition à ce projet.

(6) Association fondée en 2008 qui défend et promeut les droits et libertés de la population sur Internet.

« Travaillez, vous êtes filmés ! »

Pandémie oblige, certaines entreprises ont installé des caméras intelligentes pour contrôler le respect des distances entre les employés ou leur température. Des startup spécialisées dans « *l'amélioration de la productivité des salariés* » se sont lancées sur ce juteux marché afin d'aider les entreprises à reprendre leurs activités après le déconfinement.

Ainsi de l'entreprise américaine Drishti, spécialisée dans le développement de nouvelles formes de travail à la chaîne, ou de la start-up Smartvid.io qui vient d'étendre la technologie qui lui permettait déjà de contrôler le port de casque ou de gants sur plusieurs chantiers au respect de la distanciation sociale à la demande de grands groupes. Ou encore de la société californienne Landing AI qui a développé un programme calculant en temps réel l'espacement entre les individus, une technique déjà utilisée pour les véhicules autonomes.



Amazon s'est équipé de ce type de caméras intelligentes dans ses entrepôts de livraison, mais aussi de caméras thermiques basées sur l'infrarouge qui permettent de « prendre la température » et de gagner du temps lors des contrôles à l'entrée des bâtiments par rapport à un thermomètre classique. Les appareils ont été déployés dans six dépôts outre-Atlantique. Idem pour le groupe alimentaire Tyson Foods ou le fabricant de processeurs Intel. Coût d'une machine : 20 000 dollars.

En France, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) n'a pas encore donné son aval, rappelant que la vidéosurveillance ne peut être constante et permanente sur un salarié et que son utilisation doit se faire dans le cadre d'un objectif légitime et légal. Mais la pandémie pourrait bien faire bouger les lignes. Vigilance !

Aggravation des contradictions inter-impérialistes

« *Si la crise du système capitaliste impérialiste porte en elle-même les menaces d'une confrontation directe, militaire, entre puissances impérialistes, nous n'en sommes pas encore à ce stade. Ni l'impérialisme dominant, l'impérialisme US, ni ses principaux rivaux, notamment l'impérialisme montant, la Chine, n'y ont intérêt, ni les moyens. Mais ils s'y préparent. L'impérialisme US n'a plus les moyens d'imposer à ses alliés et en même temps rivaux son diktat comme ce fut le cas au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Les autres puissances impérialistes, seules ou en alliance, ne peuvent prétendre se substituer à lui.* (…) » C'est ce que nous avons dit, fin 2019, lors de notre Congrès.

En quelques mois – en fait de fin janvier à ce mois de mai –, les tensions internationales entre grandes puissances impérialistes se sont accrues, avec l'irruption de la pandémie du coronavirus et la crise économique qui s'est brusquement aggravée.

Toutes les zones de tensions sont passées au second plan, sans pour autant disparaître. La guerre en Libye, celle que mène la Turquie en Syrie, la sale guerre de l'Arabie saoudite et de ses alliés au Yémen, les menaces US contre le Venezuela et contre l'Iran, qui étaient montées de plusieurs crans… l'intervention militaire de l'impérialisme français au Sahel…, ont été occultés par l'ampleur de la pandémie. Les mesures de confinement, les interdictions de manifester, se sont abattues sur les mouvements populaires, notamment en Algérie. Les révoltes populaires au Liban, en Irak, ont dû s'adapter à ces nouvelles conditions. Dans un certain nombre de pays, comme au Brésil, la contestation sociale toujours forte, a dû faire face au déchaînement de la violence des partisans de Bolsonaro qui nie l'existence même du danger de l'épidémie. Quant au peuple palestinien, il combat pour sa survie, dans les conditions difficiles de l'occupation sioniste décidée à imposer le plan d'apartheid soutenu par l'impérialisme US.

La confrontation entre l'impérialisme US et la Chine

Alors que la guerre commerciale entre ces deux puissances paraissait perdre de son intensité, la pandémie a monopolisé toute l'attention mondiale. Dans un premier temps, les dirigeants des grandes puissances impérialistes se sont contentés de commenter, généralement de façon méprisante, les développements de l'épidémie en Chine. Certains n'étaient pas mécontents des difficultés de ce concurrent, sans le dire ouvertement, car ils savaient qu'ils « avaient besoin de la Chine », de ses usines, de son marché. Quand les autorités chinoises ont décidé le confinement de la région de Wuhan, que les « chaînes de valeur » se sont interrompues brutalement et que l'épidémie a gagné l'Europe, le ton a changé. Il fallait partout des masques, des ventilateurs, des médicaments à tout prix, venant de Chine. Mais quand la paralysie de l'économie est devenue mondiale, les attaques contre les dirigeants chinois sont devenues plus virulentes, notamment de la part des dirigeants étasuniens. Le virus était « chinois », la responsabilité de sa diffusion était mise sur le dos du PCC… Ces attaques ont grossi quand les dirigeants de la Chine ont envoyé du matériel médical et des médecins en Italie et dans d'autres pays, notamment européens, laissés sans aide par l'UE, sans parler de l'impérialisme US aux abonnés absents. La Chine était accusée de mener une « diplomatie sanitaire » destinée à profiter de la situation pour déstabiliser les alliances économiques et militaires – l'UE et l'Otan – et de subvertir les opinions publiques des pays bénéficiant de cette aide.

Derrière cette guerre des mots, de plus en plus belliqueux envers la Chine, il y a l'aiguisement des contradictions, l'expression de rapports de force en plein bouleversement. D'abord et avant tout, en lien avec la crise économique et ses conséquences, avec en toile de fond la question de savoir quelle est la puissance impérialiste qui sortira la première de cette crise et qui aura un avantage de ce fait sur toutes les autres. La bataille pour la découverte d'un vaccin entre dans cette confrontation, avec les perspectives de marché qu'elle peut ouvrir. Elle se mène aussi au niveau des grands moyens de communication – aussi bien au niveau des plates-formes que des matériels électroniques et informatiques, dans un contexte où trois milliards de personnes sont confinées (même si toutes n'ont ni les moyens, ni les possibilités d'accéder à internet) ; où les chaînes de communication des grandes entreprises sont essentielles, y compris pour réorganiser les chaînes de production, etc.

Plusieurs phénomènes se combinent :

La confrontation entre l'impérialisme US et l'impérialisme chinois s'aiguise dans tous les domaines et s'impose de fait à tous les Etats. L'hégémonie mondiale US en sort affaiblie, mais la Chine ne peut la « remplacer ». Quant à l'UE, elle est plus affaiblie par cette crise.

La « mondialisation », avec ses chaînes de production disséminées au niveau mondial, à la recherche de la main-d'œuvre la moins chère à exploiter et ses réseaux de distribution mondiaux (ex. Amazon) est perturbée. Tous les monopoles sont touchés, y compris les monopoles chinois ; tous les Etats parlent de « relocaliser » une partie de la production, mais cela représente d'immenses investissements.

Le contrôle d'internet, dans des domaines stratégiques – défense, communications, mais aussi celui de la culture et du divertissement, de la santé et de l'enseignement… – devient aussi un enjeu économique et un terrain de concurrence entre monopoles.

Les mécanismes de contrôle, de surveillance des travailleurs et des peuples se sont considérablement étendus, avec un aspect nouveau : la quasi-interdiction de manifester dans un grand nombre de pays. Elle n'empêchera pas le développement de la lutte de classe, de la contestation sociale pour refuser de payer la crise.

Les solutions bourgeoises à la crise

Macron et le gouvernement ont souvent mis en avant le comité scientifique pour justifier les mesures, notamment sanitaires, quitte à passer quelquefois outre ses recommandations, comme le maintien du premier tour des municipales. Ce sont aussi des experts qui ont justifié pendant des semaines que les masques ne servaient à rien, alors qu'il s'agissait avant tout de cacher l'absence de masques et autres matériels.

Dans le domaine économique, il n'y a pas de comité officiel, mais il est évident que le gouvernement « consulte », prend des avis... auprès de quelques grands patrons et des économistes qui analysent cette crise inédite et font des extrapolations en matière de politique à suivre. Le premier constat partagé par ces économistes « revenus du néolibéralisme à tout crin », c'est que la crise sanitaire n'a fait qu'accélérer et approfondir une crise économique générale et mondiale. Leurs réflexions portent donc sur l'analyse de cette crise, sur les façons d'y répondre à court terme et sur la définition des nouvelles politiques économiques à impulser, sans remettre en cause les lois fondamentales du système capitaliste impérialiste, horizon indépassable pour celles et ceux qui mettent leur cerveau au service de ce système.

Certains sont connus, comme D. Strauss Kahn, qui a rédigé un long article qui doit sortir en mai dans la revue Politique Internationale. Ce texte circule depuis plusieurs semaines et il a visiblement inspiré Macron. Celui qui a dirigé des années durant le FMI, et qui a promu la politique néolibérale comme la seule politique possible, porte aujourd'hui un regard « crtique » sur la « mondialisation » et la « dérégulatio » telles qu'elles ont été impulsées, et qui, comme le disent aujourd'hui ceux qui ne peuvent plus nier l'évidence des chaos qu'elles ont entraînés, sont allées trop loin...

Il en appelle aujourd'hui à « une nouvelle phase de régulation du capitalisme », différente de celle de l'Etat providence (auquel ne cessent de se référer les économistes sociaux-démocrates) « qui s'est épuisée ». Une régulation qui porte notamment sur les questions de politique de santé, qui doit prendre en compte les risques de nouvelles pandémies et les conséquences du changement climatique.

Il salue les premières décisions prises par les gouvernements : la mise à l'arrêt d'une très grande partie de l'économie et les quelques mesures prises pour atténuer les conséquences pour les salariés mis au chômage et les milieux les plus défavorisés. Ce qu'il appelle une politique de soutien à la demande, c'est-à-dire une politique en faveur de la consommation des masses populaires, est d'autant plus nécessaire à ses yeux, car sans cela « la baisse de la demande, non compensée par des mesures de soutien, va créer un deuxième choc sur l'offre et ainsi de suite ».

Mais il insiste sur l'importance de venir en aide financièrement, massivement, aux entreprises (pas seulement par des allégements sociaux et fiscaux), pour éviter les faillites en chaîne. Et d'ajouter que « le recours à des "nationalisations temporaire" » que je ne concevais que pour des raisons peu fréquentes d'indépendance nationale peut en sauver certaines, mais pas toutes ». Comme d'autres économistes, il dit aux dirigeants : ne vous souciez pas de creuser le déficit budgétaire de plusieurs points du PIB, car il faut maintenir des capacités de production pour être prêts à la « reprise » dès la fin de l'épidémie.

Il insiste aussi sur la nécessité de faire des efforts en direction des pays à bas revenus, car « la relocalisation de certaines activités, qui a une grande probabilité de se réaliser, se fera à leurs dépens ». Il en appelle urgemment à un « allègement des dettes des pays à bas revenus », notamment d'Afrique (il a été entendu par le G20 qui a décidé de reporter le paiement de la dette de 75 pays) en brandissant la menace des « millions » de réfugiés « qui tenteront de forcer le passage » vers l'Europe.

C'est de la relance de l'UE qu'il attend le plus, mais reconnaît la faillite actuelle de cette UE qui a laissé l'Italie sans aide, qui a rétabli les frontières intérieures et qui s'est livrée à une concurrence éhontée, entre les Etats membres, autour des masques importés de Chine... L'UE ne s'en sortira, selon lui, que si la Banque centrale « n'est plus indépendante », si la règle de l'unanimité, en matière de décisions, saute ; s'il y a une « mutualisation budgétaire des Etats », pour permettre à l'UE d'emprunter. Bref, il faut que les Etats qui, selon lui, sortent « renforcés » et davantage légitimés aux yeux des peuples, par cette crise, acceptent des « transferts de souveraineté calibrés », vers l'UE, et qu'ils comprennent qu'ils doivent « faire bloc pour étendre l'efficacité des mesures monétaires qu'ils prennent pour eux-mêmes aux pays émergents, à commencer par l'Afrique ».

Sa réflexion ne se limite pas aux questions économiques. Il aborde longuement la « crise de pouvoir », « celle qui est la plus inquiétante ». Il en reste évidemment à un niveau général, sans entrer dans les problématiques politiques spécifiques à la France : pas un mot sur les grands mouvements de contestation sociale qui se sont succédé depuis des années. Pas un mot sur la colère contre la gestion de la crise sanitaire... mais des alertes concernant la crise de la « démocratie représentative ». Soulignant les « mesures législatives et réglementaires d'une magnitude assez inédite dans nos démocraties » – il fait référence, sans les citer, aux mesures liberticides de « l'état d'urgence sanitaire » –, il constate le recours « à des technologies jusqu'alors réservées au renseignement militaire ou anti-terroriste », pour ajouter que « ces mesures dérogatoires aux libertés sont plutôt bien accueillies, voire plébiscitées par les citoyens ». Ce mépris et ce cynisme de classe, – ce sont les masses qui deviennent réactionnaires et elles sont attirées par les régimes forts, pour peu que ces derniers apportent la « sécurité » –, sont repris dans le développement sur la sortie de la crise sanitaire : « à l'issue de la crise sanitaire, la compétition idéologique reprendra avec force dans une situation où les populations auront été friandes d'intervention étatique et de pouvoir fort ». Ce théoricien conseille les autorités, pointe des « dangers », mais se garde bien de les combattre.

Peut-on revenir aux « jours heureux », sans rompre avec le système ?

La pandémie de Covid-19, en provoquant une crise sanitaire de grande ampleur et inédite dans notre pays comme à l'échelle internationale a, d'un coup, et de façon exacerbée, mis en lumière toutes les tares du système économique et politique dans lequel nous vivons.

Le confinement en particulier a mis en évidence et creusé les grandes inégalités économiques et sociales, la précarité de pans entiers de travailleurs, la grande pauvreté… Il a mis sur le devant de la scène ces soi-disant petits métiers, souvent occupés par des femmes, si essentiels à la vie de la société, petits, en fait, par leur salaire et leur non-reconnaissance sociale. Il a donné à voir la grande question du logement social, son insuffisance, avec des familles de travailleurs reclus dans quelques mètres carrés avec enfants qu'ils auraient dû aider à poursuivre leur scolarité, sans matériel informatique… Il a fait sortir dans la rue, dans les banlieues de nos grandes villes, de grandes files de familles venant chercher l'aide alimentaire des associations et des bénévoles pour pouvoir donner correctement à manger à leurs enfants.

Quant à l'hôpital, submergé par la vague épidémique, s'il a tenu, c'est bien grâce à l'engagement du personnel soignant – souvent pas ou mal protégé – et sûrement pas à cause de son équipement et des moyens supprimés années après années par la mise en œuvre des politiques néolibérales. Il faudrait encore parler des EHPAD où trop de nos anciens sont morts sans pouvoir voir leurs proches.

C'est aussi la question de l'urgence écologique et de la nécessité de la protection environnementale qui a été mis en évidence : une étude révèle que ce sont des milliers de vies qui ont été sauvées en mars et avril du fait du très faible niveau de pollution dû à l'arrêt de la production et des transports.

Que ce soit à l'hôpital, dans les EHPAD, dans l'éducation, le logement, et sur les questions de défense de l'environnement… sur tous ces terrains et bien d'autres encore, toutes ces dernières années et même ces tous derniers mois, des mobilisations importantes n'ont cessé de dénoncer la situation, de poser des exigences et revendications ; des mobilisations de plus en plus soutenues, de plus en plus déterminées et avec une conscience toujours plus élevées des enjeux.

Et que dire de notre gouvernance dans cette crise ? Autoritarisme, répression, impréparation, mensonges, incohérence, cynisme, hypocrisie ; nous avons eu droit à tout cela et il est devenu clair, pour un grand nombre de nos concitoyens, que ce gouvernement, malgré ses déclarations, est davantage préoccupé d'aider les monopoles à rester dans la course aux profits que de garantir la bonne santé de sa population.

Pas étonnant dès lors que, face à ce tableau vu et subi par des millions de gens, la question du « jour d'après » se pose avec force : allons-nous, pouvons-nous, continuer comme cela ?

Des forces syndicales et associatives ont donné une première réponse dans un appel et une pétition intitulés : « *Plus jamais ça, construisons ensemble le jour d'après* » (1).

Cette pétition contient 4 mesures immédiates et 3 orientations pour conduire des politiques publiques à plus long terme. Disons-le tout de suite, nous ne pouvons qu'être d'accord et signer des deux mains ces quatre exigences immédiates et ces trois axes de politique publique. En réalité, ils reprennent ce que le mouvement social avant la crise posait déjà. Mais, et sans doute serons-nous également d'accord là-dessus, il faudra plus qu'une pétition pour les imposer !

La plupart des partis politiques de la gauche de transformation sociale (comme nous avons l'habitude de les nommer) sont sur la même trajectoire mais, eux, en ayant en ligne de mire l'échéance présidentielle de 2022 (voire plus tôt si le calendrier politique devait s'accélérer). Ces partis, seuls ou dans le cadre d'alliances, espèrent capitaliser sur le mouvement social et ses aspirations pour gagner dans les urnes. Ils savent qu'ils ne pourront rien changer sans un rapport de force significatif en faveur du mouvement ouvrier et populaire ; ils reconnaissent qu'ils auront besoin d'une mobilisation forte du mouvement ouvrier et populaire pour un changement en profondeur de la société. Ils proposent une nouvelle constitution, soit ! Mais le pays est passé de la IIIe, à la IVe puis à la Ve république sans que nous ayons changé de système économique ; ces différentes constitutions – plus ou moins démocratiques – ont toutes organisé les différents pouvoirs et règles de la société capitaliste-impérialiste. Et que dire de la question de la violence de classe que ces forces, pour la plupart, se refusent à employer par principe. Face à la violence de l'Etat bourgeois, de ses institutions qui garantissent la domination de la bourgeoisie, de sa police, son armée, sa justice, ses idéologues, etc., il faudrait opposer la non-violence ? Engels, dans son ouvrage, *Le Rôle de la violence dans l'histoire* explique que pour M. Dühring, « *la violence est le mal absolu* » ; or, comme il le rappelle, « *la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle, un rôle révolutionnaire* » ; il rappelle à ce propos

(1) Texte initié par : Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, les Amis de la Terre France, Oxfam France, Reclaim Finance, Unef, Union syndicale Solidaires, 350.org. Depuis, d'autres organisations se sont associées à cet appel. La pétition a recueilli à l'heure où nous écrivons plus de 160 000 signatures.

les paroles de Marx : « l*a violence est l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; (…) l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes* ».

Quand ces forces parlent de « changer le système », il s'agit en fait, pour elles, de changer de politique, d'abandonner le néolibéralisme et de revenir à un capitalisme plus humain, plus distributif, moins inégalitaire… Celui des « jours heureux », du programme du CNR. Mais la roue de l'histoire ne tourne jamais en arrière. Comment imaginer imposer cela aux monopoles, aux Total, LVMH, Sanofi, Bouygues, Véolia, et les autres ? Cela ne peut être possible qu'en prenant le pouvoir et en brisant la machine d'Etat bourgeoise entièrement aux services de ces mêmes monopoles.

Si ce qui a pu être conquis après 1945, dans un rapport de force national et international favorable à la classe ouvrière et aux masses populaires, nous a été repris, grignoté petit à petit par la classe dominante, c'est bien parce que la machine d'Etat était restée entre ses mains et qu'elle s'en est servie pour reprendre petit à petit tout ce qu'elle avait dû céder, s'appuyant, entre autres, sur les ressources de son empire colonial.

Non, nous ne reviendrons pas aux jours heureux sans rompre radicalement avec le système capitaliste impérialiste.

Peuvent être relus utilement dans cette période deux classiques du marxisme-léninisme qui traitent de ces questions :
1. Friedrich Engels : Le rôle de la violence dans l'Histoire.
2. Lénine : L'Etat et la révolution.

Suite de la page24

Quelle alternative ?

Un système radicalement différent

Sous le socialisme, le but de la production n'est plus la recherche du profit maximum, mais la réponse aux besoins matériels et culturels de l'humanité. C'est pour cela qu'il est nécessaire d'en finir avec la propriété privée des moyens de production et d'échange, à la base de la division de la société en classes sociales, la matrice de l'exploitation de l'homme par l'homme, la source de la répartition inégale des richesses produites. C'est à cette seule condition que les progrès techniques et scientifiques ne seront plus un simple support à l'extraction de la plus-value, à la production de marchandises inutiles ou nocives, d'armes sophistiquées ou de matériel de contrôle des populations… Tandis que la propriété privée divise et met en concurrence les producteurs entre eux, seule la propriété sociale des moyens de production rend possible un développement adapté aux besoins réels des populations. C'est seulement ainsi que pourra être mis fin aux crises de surproduction qui vont de pair avec l'impossibilité, pour une partie toujours plus grande de la population, de satisfaire ses besoins élémentaires (en nourriture, santé, logement, éducation, culture…).

Erigé sur ces principes, le socialisme n'est pas une simple nationalisation des moyens de production. Pour que la propriété sociale ne soit pas seulement une propriété d'Etat, pour que tous les anciens rapports d'exploitation et de domination puissent réellement être abolis, il faut un changement radical dans la nature même de l'Etat. C'est la pierre de touche du marxisme-léninisme, par opposition à toutes les théories réformistes qui prétendent qu'une simple accession de partis progressistes au gouvernement, dans le cadre de l'Etat bourgeois, pourrait changer le cours des choses. Une rupture révolutionnaire avec le système ne passe pas par une élection, mais par une insurrection populaire, pour balayer les institutions existantes, qui sont un instrument aux mains des clases économiquement dominantes et non des instances d'arbitrage et de répartition équitable entre les classes sociales comme on voudrait essayer de nous le faire croire. Pour en finir avec les contradictions de classes, avec l'exploitation de l'homme par l'homme et le gaspillage insensé des ressources naturelles, pour pouvoir espérer maîtriser des épidémies comme celle du Covid-19 qui rappellent à l'humanité sa fragilité… il faut arracher le pouvoir de la classe des capitalistes qui tiennent aujourd'hui dans leurs mains tout le système économique et nos destins. Des mesures de coercition pour casser leurs velléités de restauration des rapports bourgeois seront nécessaires, mais ne suffiront pas.

La clé qui rendra possible le succès de ce nouveau monde, auquel il est urgent que le système impérialiste laisse la place, tiendra dans la nature même de l'Etat socialiste, une démocratie de type nouveau où le pouvoir sera enfin détenu par ceux qui sont utiles à la société : la classe ouvrière et « derniers de cordée » dont le rôle indispensable a été mis en lumière par la crise.

Une organisation du pouvoir qui permettra à toutes les capacités d'initiatives et d'engagement social confirmées par cette crise de s'épanouir sans entraves.

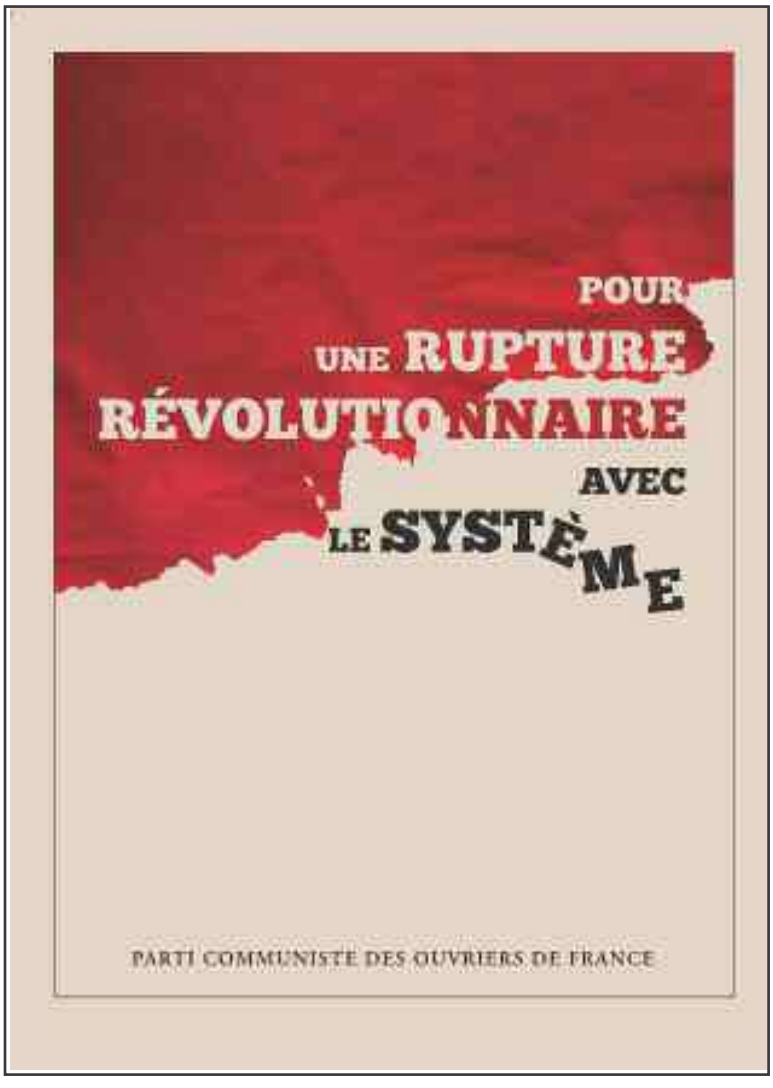
Dans les années 1990, à l'heure où les dirigeants les plus réactionnaires de la planète avait décrété la fin de l'histoire, nous avons publié un document intitulé « *Contribution au bilan du socialisme en URSS* », qui nous a alors permis d'expliquer pour quel type de société nous n'avions par renoncé à nous battre ! En prenant en compte « *sans idéalisation ni caricature* », une expérience historique « précieuse pour ceux qui cherchent une alternative à l'exploitation et à l'oppression capitaliste ». Un bon conseil de lecture dans la période actuelle !

Quelle alternative ?

La crise actuelle n'est pas seulement sanitaire. Elle est également économique et sociale, elle met au grand jour tout ce qui ne fonctionne pas dans le système à ce stade du capitalisme que Lénine avait déjà qualifié d'agonisant et de pourrissant. Cette monstrueuse contradiction entre les ressources scientifiques et techniques dont dispose aujourd'hui l'humanité et l'incapacité à fournir à ceux qui en ont besoin de simples masques. L'inféodation totale des dirigeants politiques à des monopoles qui n'en ont rien à faire de la santé des populations, sauf si cela peut être source de profits. Un Etat qui se soucie davantage de sa police et de son armée que des hôpitaux ou des écoles. Des institutions de moins en moins démocratiques. Des inégalités criminelles en matière de salaire, de logement, d'éducation... Une explosion de la pauvreté. Le retour de la faim pour des couches importantes de la population. Le mépris envers les « premiers de corvée » et la « chair à patrons » envoyés au front de l'épidémie ou à la production... Mais aussi, les immenses ressources de solidarité, de créativité et d'organisation de la classe ouvrière et du peuple !

De plus en plus de monde se rend compte qu'il s'agit d'un problème global et aspire à un autre mode de vie. Pour qu'une réponse puisse réellement être apportée à ces aspirations, nous pensons qu'il est nécessaire de travailler au renversement de ce système et à son remplacement par un autre mode de production, une autre organisation de la société. C'est le projet fondamental du mouvement ouvrier et des forces progressistes depuis que le capitalisme et la bourgeoisie ont montré qu'ils étaient définitivement devenus réactionnaires sur toute la ligne : celui que Marx et Engels ont commencé à formuler dans le Manifeste du parti communiste, celui dont se sont emparés les Communards, puis les bolchéviks qui ont ébranlé le vieux monde en initiant la première expérience de révolution socialiste.

suite page 23



Pour une rupture révolutionnaire avec le système

Ce livre est le rapport politique adopté par le 9e congrès du PCOF qui s'est tenu en décembre 2019. Il pointe les éléments marquant des 4 années écoulées qui tous témoignent d'un pourrissement du système capitaliste-impérialiste et d'une accélération de la lutte de classe, dans notre pays comme au niveau international.
Tout s'est encore accéléré depuis.
Avec une nécessité : travailler à la rupture révolutionnaire avec ce système.

Editions En avant
Avril 2020, 142 pages

Prix : **12 €** (port inclus)
Version électronique : **8 €**

A commander :
- en passant par notre site :
http://www.pcof.net/contact/
- ou en nous écrivant à notre adresse postale :
Sté En Avant 15 cité Popincourt 75011 Paris

Dir. publication C. Pierrel - Imprimé par Société En Avant 15 cité Popincourt 75011 Paris - Commission paritaire - 0413P865753